JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS		ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et autres Pays d'expression française . . . 1 an 6 mois		Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.	La ligne 80 frs
Ordinaire 1.300 frs 800 trs	minimum 250 frs		
Avion 3.300 frs 1.700 trs	Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.	Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum 250 frs	
Etranger 1 an 6 mois		Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone 27-01 — LOME	
Ordinaire 1.600 frs 900 trs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.		
Avion 3.750 frs 2.300 trs			
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs		
	Par porteur ou par poste :		
	Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs		
	Etranger : Port en sus.		

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1966

- 3 mars — Décret n° 66-57 portant nominations dans l'Ordre du Mono 173
- 3 mars — Décret n° 66-58 portant nominations dans l'Ordre du Mono 174

1966

- 28 février — Arrêté n° 27/PR/MEN portant modification à l'arrêté n° 222/PR/MEN du 30 décembre 1965 fixant le taux des bourses d'études supérieures au Togo et au Dahomey 174
- 2 mars — Arrêté n° 30/PR/INT ordonnant le recensement de la population de la circonscription administrative de Lama-Kara 175
- 10 mars — Arrêté n° 34/PR/MEN fixant le taux des heures supplémentaires dans l'enseignement supérieur au Togo 175
- 18 mars — Arrêté n° 37/PR/INT portant désignation des membres de la commission nationale de recensement général des votes 175

- Arrêtés et décision portant nomination, désignation de chef de canton, fixation d'indemnité de fonctions des secrétaires de chefs de canton de la République togolaise pour l'année 1966 et cessation définitive de fonctions pour limite d'âge 175

VICE-PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1966

- 3 mars — Arrêté n° 32/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Grüner Hans 179
- 7 mars — Arrêté n° 34/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité définitive et une solde de réforme au gendarme Gambo Kolani 183
- 7 mars — Arrêté n° 35/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité définitive au gendarme Adabrah Komé Blaise 183
- 7 mars — Arrêté n° 36/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Anani Dossa 179
- 7 mars — Arrêté n° 37/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akakpessa Gnakpénu 179
- 7 mars — Arrêté n° 38/VP/MFE/MF/CR accordant allocations familiales au gendarme Agondey Pali 184
- 7 mars — Arrêté n° 39/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au maréchal des logis chef Kampos Kolani 180

7 mars — Arrêté n° 90/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité temporaire au gendarme Agbedoh Félix	183	7 mars — Arrêté n° 111/VP/MFE/MF/CR accordant allocations familiales à M. Boukari Séidou ..	184
7 mars — Arrêté n° 91/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité temporaire au gendarme Nitchiame Nadiédjoa	183	7 mars — Arrêté n° 112/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Aghoka Midjrato	182
7 mars — Arrêté n° 92/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité temporaire au soldat Tchaye Gnani	183	7 mars — Arrêté n° 113/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ako Augustin	183
7 mars — Arrêté n° 93/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité temporaire au gendarme Adankpo Hilairo	184	7 mars — Décision n° 124-D/VP/MFE/MF/F portant autorisation de versement d'une somme au compte hors budget n° 113-35 — UNICEF	185
7 mars — Arrêté n° 94/VP/MFE/MF/CR rapportant l'arrêté n° 34/VP/MFE/MF/CR du 27-1-66 portant concession d'une pension d'orphelin de M. Aguihah Holonou Hubert	180	7 mars — Décision n° 126-D/MF/MEN accordant une subvention à l'Office de coopération et d'accueil universitaire	185
7 mars — Arrêté n° 95/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité temporaire au gendarme adjoint Kpéto Agoéyovo	184	7 mars — Décision n° 127-D/MF/MEN accordant allocations scolaires aux boursiers togolais du collège technique d'agriculture de Binger-ville	185
7 mars — Arrêté n° 96/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité temporaire au gendarme Atikla Koffi Ambroise	184	7 mars — Décision n° 128-D/MF/MEN accordant une subvention à l'Office de coopération et d'accueil universitaire	185
7 mars — Arrêté n° 97/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Fagla Akpovi Jean	180	7 mars — Décision n° 137-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au compte de la Philipps Telecommunicatie Industrie à l'Amsterdam Rotterdam Bank N.V. à Rotterdam	186
7 mars — Arrêté n° 98/VP/MFE/MF/CR accordant une rente d'invalidité et une solde de réforme au gendarme Adjaouti Konaté	184	7 mars — Décision n° 138-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme pour l'achat des objets d'arts en vue de la constitution du stock à Lomé	186
7 mars — Arrêté n° 99/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Eso Tchao	180	7 mars — Décision n° 139-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme représentant les dépenses afférentes à l'exposition nationale du travail de Paris	186
7 mars — Arrêté n° 100/VP/MFE/MF/CR accordant une solde de réforme au gendarme Laré Lamboni	184	7 mars — Décision n° 140-D/VP/MFE/F portant autorisation de mandatement d'une somme à l'ordre de l'Office National Togolais du Tourisme	186
7 mars — Arrêté n° 101/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amouzou Barthélémy	180	7 mars — Décision n° 143-D/VP/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agent comptable du bureau d'études des Postes et Télécommunications de Toulouse	186
7 mars — Arrêté n° 102/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Attiley Charles	181	Arrêtés et décisions portant nominations, engagements, affectations, octroi d'indemnité de responsabilité, d'aides scolaires, attribution de secours temporaires et d'après décès et approbation de rôles	186
7 mars — Arrêté n° 103/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agbanzo Amakoé Aurélien	181		
7 mars — Arrêté n° 104/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Aka-kpo-Addra Justin	181		
7 mars — Arrêté n° 105/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dogbesse Messanvi	181		
7 mars — Arrêté n° 106/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Eklou Kodjo Avogan	182		
7 mars — Arrêté n° 107/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ahia-kpor Frédéric	182		
7 mars — Arrêté n° 108/VP/MFE/MF/CR accordant une solde de réforme au gendarme Tchallime Jérôme	184		
7 mars — Arrêté n° 109/VP/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Zian-gbé Akakpo Michel	182		
7 mars — Arrêté n° 110/VP/MFE/MF/CR accordant allocations familiales à M. Johnson Samuel.	184		

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Arrêtés et décisions portant désignation de représentants de l'Etat en justice, engagements, affectations et licenciement	190
---	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1966

9 mars — Arrêté n° 21/INT portant interdiction sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise, la projection d'un film cinématographique	191
14 mars — Arrêté n° 22/INT portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Anécho, Tsévié, Atakpamé, Akposso, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé et Mango	191

14 mars — Arrêté n° 23/INT portant autorisation de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Aného, Tsévié, Atakpamé et Sokodé. 191

Décisions portant nomination de secrétaires de chefs de canton, engagement, affectation, constatation d'absence irrégulière et sanction disciplinaire 191

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

1966

9 mars — Décision n° I38-D/MTP/CFT autorisant le paiement de la prime de rendement en faveur du personnel de la Santé publique en service détaché au dispensaire des C.F. et Wharf du Togo 192

Décisions portant nominations et licenciement 192

**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1966

11 mars — Arrêté n° 82/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires des douanes ... 193

11 mars — Arrêté n° 83/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits 193

11 mars — Arrêté n° 84/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications 194

11 mars — Arrêté n° 85/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement 194

11 mars — Arrêté n° 86/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile 195

11 mars — Arrêté n° 87/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles 195

11 mars — Arrêté n° 88/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires des chemins de fer et du wharf 196

11 mars — Arrêté n° 89/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de la police 196

11 mars — Arrêté n° 90/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale 197

11 mars — Arrêté n° 95/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires du personnel judiciaire 198

11 mars — Arrêté n° 96/MFP portant promotion dans le corps des fonctionnaires du personnel médical et technique de la santé publique .. 198

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, affectation, engagements, rétablissement de situation administrative, augmentation de salaire, reprise de fonction, suspensions de fonctions et licenciement 199

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décisions portant admissions au concours des C.A.P., C.E.A.P. de l'enseignement officiel (session 1965), engagements et licenciement 201

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décisions portant admission au centre d'apprentissage agricole de Tové et licenciement 203

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Arrêté et décision portant ouverture de concours et engagement 203

**MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DU TOURISME**

1966

5 mars — Arrêté n° 7/MCIT libérant les prix de vente de l'huile d'arachide 203

5 mars — Arrêté n° 8/MCIT libérant les prix de vente des piles électriques toutes origines 204

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage) 204

Récépissés de déclaration d'associations 206

Nécrologie 206

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 66-57 du 3 mars 1966 portant nominations dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963;
Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

D E C R E T E :

Article premier. — Son Excellence le Dr. H. C. Heinrich Lübke, Président de la République Fédérale d'Allemagne et Madame Wilhelmine Lübke, sont, à titre exceptionnel, élevés à la dignité de Grand Croix de l'Ordre du Mono.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 3 mars 1966.

N. Grunitzky

DECRET N° 66-58 du 3 mars 1966 portant nominations dans l'Ordre du Mono.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution de la République togolaise du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

D E C R E T E :

Article premier. — Sont nommées à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mono, les personnalités allemandes ci-après désignées :

A la Dignité de Grand Officier :

- M. Walter Scheel — ministre fédéral de la Coopération Economique
 S.E. M. Karl Seeliger — ambassadeur d'Allemagne Fédérale au Togo
 M. Werner Krüger — directeur ministériel — chef adjoint de l'Office fédéral de Presse
 Le professeur Hermann Meyer-Lindenberg — directeur ministériel — directeur de la Division politique I au Ministère fédéral des Affaires Etrangères
 M. l'ambassadeur Ehrenfried von Holleben — chef du Protocole au ministère des Affaires Etrangères
 Docteur Hermann Sehrbrock — directeur ministériel adj. — directeur du cabinet du Président de la République Fédérale.

Au Grade de Commandeur

- Le Comte Harald Dr von Posadowsky-Wehner — conseiller des Affaires Etrangères — chef du service « Pays d'Afrique au Sud du Sahara » au ministère fédéral des Affaires Etrangères
 M. Helmut Müller — conseiller ministériel — chef du service du Protocole, des relations extérieures à la Présidence fédérale.
 Le professeur René Schubert — médecin.

Au Grade d'Officier

- M. Otto Heipertz — conseiller de légation de 1^{re} classe — chef du service « Relations Economiques avec les pays d'Afrique au Sud du Sahara »
 M. Noebel — conseiller de légation de 1^{re} classe — chef du service « Visites d'Etat »
 Dr. Herbert Theierl — conseiller de 1^{re} classe — directeur de la section « Afrique » au Ministère fédéral de la Coopération Economique
 M. Erich Raederscheidt — chef du service de Presse à la Présidence Fédérale.
 M. Hermann Kusterer — conseiller des Affaires Etrangères
 M. Gerhard Oesterhelt — directeur de la Police Judiciaire à l'Office fédéral de la Police Judiciaire

Dr. Josef Koch — chef du service « Pays d'Afrique » à l'Office de Presse et d'Information du Gouvernement fédéral

Dr. Bernhard Zimmermann — conseiller gouvernemental de 1^{re} classe à la Présidence fédérale

M. Julius Bold — conseiller pour les questions consulaires, culturelles, information et presse à l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne au Togo

M. Hans Funke — conseiller économique à l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne au Togo.

Au Grade de Chevalier :

- MM. Paul Göllner — inspecteur exécutif au Ministère fédéral des Affaires Etrangères
 Erich Zilse — inspecteur exécutif au Ministère fédéral des Affaires Etrangères
 Hans Hengsteiberg — adjoint au conseiller économique de l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne au Togo
 Rolt Boewig — chancelier à l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne au Togo
 Joset Maier — commissaire de Police
 Bernhard Eickenbrock — sergent de Police.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 3 mars 1966

N. Grunitzky

ARRETE N° 27-PR-MEN du 28 février 1966 portant modification à l'arrêté n° 222-PR-MEN du 30 décembre 1965 fixant le taux des bourses d'études supérieures au Togo et au Dahomey.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la convention du 14 juillet 1965 portant organisation de l'Institut d'Enseignement supérieur du Bénin ;

Vu l'arrêté n° 222-PR-MEN du 30-12-65 fixant le taux des bourses d'études supérieures au Togo ;

Vu le procès-verbal de la commission des délégations dahoméenne et togolaise réunies à Lomé le 20 janvier 1966 ;

Sur proposition du ministre de l'Education nationale,

A R R E T E :

Article premier — Le taux de l'allocation mensuelle précédemment fixé à 12.000 francs en ce qui concerne les étudiants boursiers togolais inscrits au Centre d'Enseignement supérieur de Lomé est porté à 18.000 francs uniformément à celui des étudiants boursiers togolais inscrits au Centre de Porto-Novo.

Art. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1966, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 février 1966.

N. Grunitzky

ARRETE No 30-PR-INT, du 2 mars 1966 ordonnant le recensement de la population de la circonscription administrative de Lama-Kara.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu l'arrêté no 384-54-APA du 21 avril 1954 réorganisant l'Etat-Civil des personnes de statut coutumier;

Vu le décret no 62-89 du 2 juillet 1962 portant réorganisation de l'Etat-Civil;

Sur proposition du chef de circonscription de Lama-Kara et après avis du ministre de l'Intérieur,

A R R E T E :

Article premier. — Le recensement de la population de la circonscription administrative de Lama-Kara sera effectué sous les ordres du chef de circonscription de cette localité à partir du 1^{er} mars 1966.

Art. 2. — Sont applicables aux contrevenants les peines prévues aux articles 33 et 34 de l'arrêté no 384-54-APA du 21 avril 1954 susvisé.

Art. 3. — Le chef de circonscription de Lama-Kara est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1966.

N. Grunitzky

ARRETE No 34-PR-MEN du 10 mars 1966 fixant le taux des heures supplémentaires dans l'Enseignement supérieur au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret no 64-15 du 14 février 1964 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu la convention du 14 juillet 1965 portant organisation de l'Institut d'Enseignement supérieur du Bénin;

Sur proposition du ministre de l'Education nationale,

A R R E T E :

Article premier. — Le taux des heures supplémentaires dans l'Enseignement Supérieur au Togo est fixé comme suit :

Catégories	15 heures	16 heures	18 heures
Professeurs agrégés	82.384	64.347	51.955
Professeurs bi-admissibles			
Professeurs licenciés et certifiés			

Art. 2. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} octobre 1965, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 10 mars 1966

N. Grunitzky

ARRETE No 37-PR-INT du 16 mars 1966 portant désignation des membres de la commission nationale de recensement général des votes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu les articles 31, 32, 33 et 35 de l'ordonnance no 63-14 du 27 mars 1963 fixant les règles relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, modifiés par l'ordonnance 63-16 du 10 avril 1963;

Vu le décret 66-55 du 25 février 1966 portant convocation le 27 mars 1966 du collège électoral dans la circonscription de Kandé en vue de l'élection d'un député à l'Assemblée nationale;

Sur proposition des ministres de la Justice et de l'Intérieur,

A R R E T E :

Article premier. — Sont nommés membres de la commission nationale chargée du recensement général des votes, du jugement des réclamations concernant les opérations électorales et de la proclamation officielle des résultats de l'élection législative partielle du dimanche 27 mars 1966 dans la circonscription de Kandé :

M. le Président de la Cour Suprême, président
 MM. Grunitzky Gilbert, administrateur civil }
 Amégah Koffi Louis, magistrat, } membres
 Johnson Jean Richard, }
 Djondo Nicolas, }

Art. 2. — La commission nationale se réunira à Lomé sur convocation de son président et opérera dans les conditions fixées par les ordonnances nos 63-14 et 63-16 des 27 mars et 10 avril 1963.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 16 mars 1966.

N. Grunitzky

Nomination

No 33-PR-HCP du 3-3-66 — M. Pana Ombri, secrétaire d'administration 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'Administration Générale, est nommé directeur du service du financement des programmes.

Désignation de chef de canton

No 35-PR-INT du 10-3-66 — Est constatée et reconnue la destitution par la population de M. Bate Laré, chef du canton de Lotogou, suspendu de ses fonctions suivant décision no 6-CAD du 29 octobre 1964.

Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Gnotipe Lamboni en qualité de chef du canton de Lotogou (circonscription de Dapango), en remplacement de M. Bate Laré.

L'intéressé aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de 48.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1966, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Indemnité de fonctions.

N° 31-PR-INT du 2-3-66 — Les indemnités annuelles de fonctions attribuées aux secrétaires de chefs de canton sont fixées comme suit pour l'année 1966.

CIRCONSCRIPTION DE LOME

Semekonao Y. Diamon, secrétaire du chef d'Aflao	36.000
Kondo Edouard, secrétaire du chef d'Amoutivé	42.000
Sedjro Maillet, secrétaire du chef d'Agouévè	54.000
Kuwada Félix, secrétaire du chef de Baguida	36.000
Adjassou Seth Hammibal, secrétaire du chef de Sanguera	30.000
Tahe A. Eloi, secrétaire du chef de Bè.	36.000

CIRCONSCRIPTION D'ANECHO

Kponton Quam-Dessou Philippe, secrétaire du chef traditionnel des Adjigos	54.000
Lawson B. Jonathan, secrétaire du chef traditionnel des Lawson	54.000
Tovor Louis, secrétaire du chef traditionnel de Togoville	54.000
Djibom S. Sébastien, secrétaire du chef traditionnel de Glidji	30.000

CIRCONSCRIPTION DE TABLIGBO

Honsou K. Arnold, secrétaire du chef de canton Kouvé	30.000
--	--------

CIRCONSCRIPTION DE TSEVIE

Vivor Jean, secrétaire du chef de canton Tsevié	72.000
Dakou Jules, secrétaire du chef de canton Gapé	42.000
Kassô S. François, secrétaire du chef de canton Bolou	30.000
Akoumany K. Théophile, secrétaire du chef de canton Kévè	36.000
Awanyor M. Y. Gabriel, secrétaire du chef de canton Aképé	36.000
Kodegui A. Raphaël, secrétaire du chef de canton Agbélouvé	48.000
Agbokou Ambroise, secrétaire du chef de canton Gblainvié	36.000
Gabla Augustin, secrétaire du chef de canton Agbatopé	30.000
Kodjo Gabriel, secrétaire du chef de canton Assahoun	36.000
Aziague Jean, secrétaire du chef canton Badja	36.000
Adri Seth, secrétaire du chef de canton Zolo	36.000
Tereme André, secrétaire du chef de canton Mission-Tové	54.000
Amouzou Isidore, secrétaire du chef de canton Dalavé	30.000
Somali G. Théophile, secrétaire du chef de canton Davié	36.000
Alate K. Michel, secrétaire du chef de canton Bogamé	30.000

CIRCONSCRIPTION D'ATAKPAME

Sotchi Kodjo Antoine, secrétaire du chef de canton Djama	54.000
Bouraima Boniface, secrétaire du chef de canton Kpesi	54.000
Agba K. Djinsa (Jean), secrétaire du chef de canton Adélé	48.000
Adjossèh Michel, secrétaire du chef de canton Gnagna	84.000
Ollanlor Eye Laurent, secrétaire du chef de canton Woudou	54.000
Kpolokpolo Kao Guy, secrétaire du chef de canton Blitta	54.000

CIRCONSCRIPTION D'AKPOSSO

Agli Alhponse, secrétaire du chef de canton Ouma	54.000
Essey Kokou Joseph, secrétaire du chef de canton Logbo	54.000
Kokouvi Antoine, secrétaire du chef de canton Litimé	54.000
Dabida Eugène, secrétaire du chef de canton Akposso-Nord	54.000
Anonene Pascal, secrétaire du chef de canton Akébou	54.000
Ihou A. Cléophas, secrétaire du chef de canton Akposso-Sud Plateau.	54.000

CIRCONSCRIPTION DE NUATJA

Sossou Norbert, secrétaire du chef supérieur de Nuatja.	84.000
Yakpey Augustin, secrétaire du chef de canton Tounoun	54.000
Gbadekpe Louis, secrétaire du chef de canton Kpé-kplémé	36.000

CIRCONSCRIPTION DE KLOUTO

Landji Jean, secrétaire du chef de canton Palimé	60.000
Yovo Agamo Godwin, secrétaire du chef de canton Dayes-Atigbé	48.000
Etse Alfred, secrétaire du chef de canton Tové	48.000
Apedo Pierre, secrétaire du chef de canton Assahoun-Fiagbé	24.000
Kloutse Isidore, secrétaire du chef de canton Dayes-Kakpa	48.000
Mensah Jacques, secrétaire du chef de canton Ahlon	36.000
Komlan Seth, secrétaire du chef de canton Kpélé	60.000
Gazoukpe Jonas, secrétaire du chef de canton Akata	36.000
Alagbo Blaise, secrétaire du chef de canton Agou-Tafié	48.000
Peter Yao Laurence, secrétaire du chef de canton Gadjja	36.000

Akoto Bernard, secrétaire du chef de canton Agotimé-Nord	36.000
Bansan Ruben, secrétaire du chef canton Agomé	48.000
Adjeyi Kouma Eusèbe, secrétaire du chef de canton Kpadapé.	36.000
Toba Emmanuel, secrétaire du chef de canton Agotimé-Sud	36.000
Kedzi Grégoire, secrétaire du chef de canton Kpimé	24.000
Srahavi K. Erasmus, secrétaire du chef de canton Lanvié	36.000
Eklou Emmanuel, secrétaire du chef de canton Ykpa	24.000
Zegue Rudolphe, secrétaire du chef de canton Agou-Kébou	30.000
Goka Kwadzo Obed, secrétaire du chef de canton Agou-Nyogbo	30.000
Agblami Boniface, secrétaire du chef de canton Agou-Atigbé	30.000
Kpoyi Gédéon, secrétaire du chef de canton Agou-Kplolo	30.000
Kpodzro Chéyi, secrétaire du chef de canton Kouma	36.000
Abotsivia Emmanuel, secrétaire du chef de canton Gbalavé	30.000
Adonou Stanislas, secrétaire du chef de canton Hanyi-gba	30.000
Gbetoglo Benjamin, secrétaire du chef de canton Agou-Iboé	36.000

CIRCONSCRIPTION DE SOKODE

Kérim Mamadou, secrétaire du chef supérieur de Sokodé.	54.000
Bagna Allassani, secrétaire du chef de canton Fassao	42.000
Akoudo Robert, secrétaire du chef de canton Kéméni	42.000
Bouraima Inoussa, secrétaire du chef canton Agoulou	42.000
Ali Soulé, secrétaire du chef canton Kri-Kri	42.000
Abikou Alidou, secrétaire du chef de canton Tchamba	42.000
Adam Foudou, secrétaire du chef de canton Kous-soutou	42.000
Lemou Delphin, secrétaire du chef de canton Sotou-boua	42.000
— secrétaire du chef de canton Ayengré.	42.000
— secrétaire du chef de canton de Kazaboua	42.000
— secrétaire du chef de canton Kolonaboua	42.000

CIRCONSCRIPTION DE BASSARI

Bassabi Napo Tafamba, secrétaire du chef supérieur de Bassari	48.000
Nadjombe Gbati Charles, secrétaire du chef de canton Bangéli	42.000

Yadjabore Moussane, secrétaire du chef de canton Nawaré	36.000
Adam Seydou, secrétaire du chef de canton Bapuré	36.000
Bidikim Awandé, secrétaire du chef de canton Namon	48.000
Ouboa Batigma, secrétaire du chef de canton Nandouta	36.000
Bapa Dokibé, secrétaire du chef de canton Katchamba	36.000
Cozi Abdoulaye, secrétaire du chef de canton Dimori	36.000
Moussa Yacoubou, secrétaire du chef de canton Konkomba	48.000
Dare Kpanté, secrétaire du chef de canton Kabou	84.000
Biname Ifoulé, secrétaire du chef de canton Kidjamboun	36.000
Alidou Kossi Pierre, secrétaire du chef de canton Bidjabé	42.000

CIRCONSCRIPTION DE BAFILO

Oureya Pascal, secrétaire du chef de canton de Bafilo	84.000
Assema Gabriel, secrétaire du chef de canton Dako	36.000
Labodja Kérim, secrétaire du chef de canton Koumondé	36.000

CIRCONSCRIPTION DE LAMA-KARA

Palanga Barthélémy, secrétaire du chef supérieur des cabrais	84.000
Ako Gabriel, secrétaire du chef de canton Yalé	36.000
Kassang Rémi, secrétaire du chef de canton Kouméa (Kodjéné-Haut)	36.000
Adom Michel, secrétaire du chef de canton Djamdé	36.000
Akpeli Louis, secrétaire du chef de canton Bahou	36.000
Madelm Rémy, secrétaire du chef de canton Lama	36.000
Adewa Léon, secrétaire du chef de canton Tchitchao	36.000
Nimon Mathias, secrétaire du chef de canton Kara	36.000
Tchangai Tchaa, secrétaire du chef de canton Tcharé	36.000
Walla Bouliki, secrétaire du chef de canton Lassa	36.000
Awissoba Bernard, secrétaire du chef de canton Piya	36.000
Lokou Jean, secrétaire du chef de canton Soumdina	36.000
Gnissim Faustin, secrétaire du chef de canton LanJa (Kodjéné Bas)	36.000
Makpenté Augustin, secrétaire du chef de canton Sara Kawa	36.000

Samie G. Prosper, secrétaire du chef de canton Landa-Pozenda 36.000

CIRCONSCRIPTION DE PAGOUDA

Esso Pierre, secrétaire du chef de canton Lama-Tessi 48.000
 Kougnassoukpo Christophe, secrétaire du chef canton Boufalé 36.000
 Simdjalem Doglam, secrétaire du chef canton Kétao 36.000
 Kpandea Bernard, secrétaire du chef de canton Sirka 36.000
 Bawa Abakou, secrétaire du chef de canton Solla 36.000

CIRCONSCRIPTION DE NIAMTOUGOU

Djato Martin, secrétaire du chef de canton Kadjalla 36.000
 Bakadim Tchié, secrétaire du chef de canton Léon 18.000
 Bandoun Taba, secrétaire du chef de canton Alloum 36.000
 N'Beta Jean, secrétaire du chef de canton Défalé-bas 36.000
 Dadjo Patrice, secrétaire du chef de canton Pouda 24.000
 Adjérim Emmanuel, secrétaire du chef de canton Mas-sédéna 30.000
 Kokibara Marcel, secrétaire du chef de canton Siou 48.000

CIRCONSCRIPTION DE KANDE

Sekedja Pius, secrétaire du chef supérieur de Kande 54.000
 Alike Mathias, secrétaire du chef canton Ataloté 54.000
 Kondine Théodore, secrétaire du chef de canton Pessidé 42.000
 Adjambao Pascal, secrétaire du chef canton Temberma-Est 36.000
 Areba Hilaire, secrétaire du chef canton Temberma-Ouest 48.000

CIRCONSCRIPTION DE MANGO

Kokou Mama, secrétaire du chef supérieur de Mango 72.000
 Nambiema Aboubakari, secrétaire du chef de canton Koumongou 54.000
 Aoufoh Djembou, secrétaire du chef canton Takpamba 36.000
 Sambogou Lamassé, secrétaire du chef canton Gando 36.000
 Gazama Lössina, secrétaire du chef canton Tchana-ga 36.000
 Ampe Nadji, secrétaire du chef canton Barkoissi 36.000
 Couami Comna, secrétaire du chef canton Mogou 48.000

Djara Alou, secrétaire chef canton Galangashie 36.000
 Laré Pascal, secrétaire du chef canton Nagbèni 48.000

CIRCONSCRIPTION DE DAPANGO

— secrétaire du chef canton Korbongou 42.000
 Kombaté Djato, secrétaire du chef canton Dapango 102.000
 Laré Alassani, secrétaire du chef canton Nano 34.000
 Gnomde D. Blaise, secrétaire du chef canton Bidjan-ga 64.000
 Douiti Michel, secrétaire du chef canton Nadoga 36.000
 Dantaré Flindjo, secrétaire du chef canton Niokpour-ma 42.000
 Yendoumbane Djaporté, secrétaire du chef canton Tami 54.000
 Bosco Jean, secrétaire du chef canton Pogno 54.000
 Kantodi Kourbati, secrétaire du chef canton Borgou 66.000
 Sambiani Innocent, secrétaire du chef canton Mandouri 42.000
 Sambiani Djaporke, secrétaire du chef canton Bom-bouaka 36.000
 Laguebanje Kayala, secrétaire du chef canton Timbou 62.000
 Libine Emmanuel, secrétaire du chef canton Biankouri 42.000
 Nantchidiba Abdoulaye, secrétaire du chef canton War-kambou 48.000
 Tadjia Pouguinipo, secrétaire du chef canton Nakitin-di-Ouest 48.000
 Laré Sanwogou, secrétaire du chef canton Tamongue 48.000
 Mama Abdou, secrétaire du chef canton Koundjouaré 42.000
 Kolani Damase, secrétaire du chef canton Bogou 54.000
 Kombaté Dametodji, secrétaire du chef canton Naki-tindi-Est 54.000
 Manéba Djambia, secrétaire du chef canton Pana 42.000
 Lamboni Laré, secrétaire du chef canton Loko 36.000
 Kombaté Bandjake, secrétaire du chef canton Namou-djoga 54.000
 Kotega Germain, secrétaire du chef canton Kantindi 36.000
 Kolana Laré, secrétaire du chef canton Goundogo 24.000
 Nangaré Banane, secrétaire du chef canton Douper-gou 24.000
 Bombona Flindji, secrétaire du chef canton Lokpano 24.000
 Goubanne Lankame, secrétaire du chef de canton Tam-pialem 36.000
 Kanthaoré Laré, secrétaire du chef de canton Sissiak 36.000
 Benlari Kankpéandja, secrétaire du chef canton Na-djondi 36.000

Naware Yendoukoa, secrétaire du chef canton Namerkou 54.000
— secrétaire du chef canton Lotogou 36.000

La dépense est imputable au budget général, exercice 1966, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1966.

Cessation définitive de fonctions

N° 42-D-PR du 8-3-66 — Est constatée, pour compter du 31 mars 1966; la cessation définitive de fonctions de M. Toutabizi, agent permanent 2^e catégorie, en service au campement d'Alédjo, atteint par la limite d'âge et qui justifie à cette date 21 ans et 3 mois de services effectifs dans l'administration de la République togolaise. (engagé en 1945).

M. Toutabizi peut prétendre au bénéfice de l'allocation viagère annuelle égale à 15% de salaire moyen des douze derniers mois, pour chaque année de présence, dans les conditions définies par l'arrêté n° 446-55-ITLS du 27-1-1955.

L'intéressé aura droit en outre à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

VICE-PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Concession de pensions de retraite

N° 82-VP-MFE-MF-CR du 3-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de quatre cent quarante trois mille cent seize (443.116) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Grüner Hans, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon directeur d'école de 5 à 9 classes du corps du personnel de l'Enseignement du Togo (indice 1550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Grüner Hans, pour compter du 1^{er} janvier 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Fersen, né le 18 septembre 1934
Théotine, née le 5 novembre 1934
Jacqueline, née le 22 janvier 1937
Oraison, née le 7 octobre 1939
Simone, née le 4 mai 1943
Jean, né le 6 décembre 1945.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix mille sept cent quatre vingt (110.780) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Grüner Hans, pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Michel, né le 22 septembre 1946
Jeanine, née le 19 novembre 1949
Richard, né le 22 novembre 1953
Henriette, née le 3 août 1956
Yvette, née le 27 octobre 1962.

N° 86-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37%) au montant annuel de quatre vingt dix mille six cent soixante quatre (90.664) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Anani Dossa, gendarme de 4^e échelon n° mle 1888 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale (indice 600) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1965.

M. Anani Dossa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1965 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 10^e rang) ci-après désignés :

Madeleine, née le 25 mai 1951
Marie, née le 21 novembre 1954
André, né le 14 août 1955
Augustin, né le 28 août 1958
Agnès, née le 29 septembre 1958
Clémentine, née le 23 novembre 1960
Pierre, né le 6 mars 1963
Mawoégnigan, né le 10 mai 1963
Antoine, né le 17 janvier 1965
Félix, né le 24 juillet 1965.

N° 87-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de deux cent cinquante six mille huit cent quatre vingt quatre (256.884) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akakpoussa Gnakpénou, contre-maître de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akakpoussa Gnakpénou pour compter du 1^{er} janvier 1966 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Komlan, né le 8 octobre 1935
Ablavi, née le 8 février 1937
Afiavi, née le 21 mai 1943.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (25.688) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Akakpoussa Gnakpénou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Elavanyon, né le 20 mars 1950
Akouavi, née le 29 octobre 1952
Marie, née le 10 juillet 1958.

N° 89-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 47%) au montant annuel de cent soixante trois mille cent cinquante six (163.156) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kampos Kolani, maréchal des logis chef de 4^e échelon n° mle 1708 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1965.

M. Kampos Kolani pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1965 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Danko, né le 27 décembre 1956
Douti, né le 12 février 1958
Lardja, né le 14 décembre 1958
Miradissoupé, né le 10 mai 1959
Bakelalébo, né le 25 juillet 1961
Mombari, né le 28 septembre 1961
Kampote, né le 8 novembre 1962
Latchégbipe, né le 10 janvier 1963
Arjdjoume, née le 23 novembre 1963.

N° 97-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension proportionnelle (pourcentage 58%) au montant annuel de cent soixante dix sept mille six cent cinquante six (177.656) frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Fagla Akpovi Jean, surveillant de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

M. Fagla Akpovi Jean pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Thomas, né le 29 décembre 1953
Ferdinand, né le 30 mai 1958
François, né le 2 décembre 1959
Vincent, né le 1^{er} avril 1962
Boniface, né le 14 mai 1965.

N° 94-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 34-VP-MFE-MF-CR du 27 janvier 1966 portant concession d'une pension d'orphelin aux ayants-cause de M. Aguigah Holonou Hubert.

Par application des dispositions de l'article 23, paragraphe II de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo aux orphelins de M. Aguigah Holonou Hubert, officier de Police adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon du Togo (indice 800, pourcentage 47%) décédé à Lomé le 20 juin 1965, une pension d'orphelin fixée à douze mille sept cent quatre vingt seize (12.796) francs par an pour compter du 1^{er} juillet 1965 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Lydia, née le 7 août 1946
Béatrice, née le 27 septembre 1948
Aristide, né le 19 mars 1951
Brigitte, née le 8 octobre 1951
Angèle, née le 4 décembre 1951
Prisca, née le 27 juillet 1953
Virginie, née le 15 juillet 1954

Solange, née le 8 décembre 1955
Odette, née le 15 août 1958
Marie Claire, née le 2 juin 1961
Sylvio, né le 24 février 1963
Sylviane, née le 19 février 1965.

Par application des dispositions de l'article 23, paragraphe III de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Warbutin Georges, tuteur des orphelins du de cujus.

N° 99-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 39%) au montant annuel de quatre vingt sept mille six cent quatre (87.604) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Easo Tchao, gendarme de 2^e classe 9^e échelon n° mle 1961 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale (indice 550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1965.

M. Easo Tchao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mars 1965 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Afiavi, née le 14 novembre 1952
Kpardja, né le 25 juillet 1955
Hassan, né le 15 juin 1957
Mariama, née le 24 juin 1958
Melinatou, née le 14 décembre 1959
Nicolas, né le 5 décembre 1961
Hodelo, né le 15 juillet 1965.

N° 101-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cent soixante dix huit mille trois cent huit (178.308) frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amouzou Barthélémy, préposé principal 2^e échelon du corps du personnel des Postes et Télécommunications du Togo (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amouzou Barthélémy, pour compter du 1^{er} janvier 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principal au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Marguerite, née le 23 mai 1933
Martine, née le 18 janvier 1934
Innocentia, née le 21 février 1937
Dédé, née le 9 janvier 1939
Pierrette, née le 23 mars 1942
Adakou, née le 27 juillet 1942.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante quatre mille cinq cent quatre vingt (44.580) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Amouzou Barthélémy pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au

bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 17^e rang) ci-après désignés :

Georges, né le 14 septembre 1950
Georgette, née le 14 septembre 1950
Sidonie, née le 22 août 1952
Jacqueline, née le 25 juillet 1953
Hyacinthe, né le 11 septembre 1953
Florentine, née le 18 juin 1956
Télesphore, né le 5 janvier 1957
Kayi, née le 3 septembre 1957
Thérèse, née le 3 octobre 1960
Norbertine, née le 5 juin 1964.

N° 102-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de cent soixante quatre mille six cent soixante huit (164.668) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atteley Charles, ouvrier principal 3^e échelon du corps du personnel des Travaux Publics du Togo (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atteley Charles, pour compter du 1^{er} janvier 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Edith, née le 14 décembre 1927
Williams, né le 3 juin 1930
Amélia, née le 3 mars 1932
Thomas, né le 6 septembre 1935
Hyacinthe, né le 11 septembre 1937
Crépin, né le 21 octobre 1937.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à quarante et un mille cent soixante huit (41.168) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Atteley Charles pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 15^e rang) ci-après désignés :

Antoine, né le 7 novembre 1947
Pierre, né le 18 octobre 1950
Thérèse, née le 24 février 1955
Francis, né le 3 avril 1957
Agnès, née le 20 janvier 1958
Jean, né le 19 octobre 1964
Emma, née le 6 juin 1965
Innocent, né le 24 décembre 1965.

N° 103-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension proportionnelle (pourcentage 50%) au montant annuel de cent trente huit mille quatre cent quarante huit (138.448) frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbanzo Amakoé Aurélien, cantonnier principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des Travaux Publics du Togo (indice 678) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

M. Agbanzo Amakoé Aurélien pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Martina, née le 29 janvier 1946
Bernard, né le 16 avril 1946
Ayoko, née le 27 décembre 1948
Nestor, né le 26 février 1952
Jean-Marie, né le 9 août 1957.

N° 104-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de deux cent quatre vingt quatorze mille quarante huit (294.048) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Acakpo-Addra Justin, agent d'exploitation principal 3^e échelon du corps du personnel des Postes et Télécommunications du Togo (indice 1000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Acakpo-Addra Justin, pour compter du 1^{er} janvier 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Marie, née le 14 décembre 1932
Samson, né le 28 juillet 1935
Grégoire, né le 12 mars 1938
Désiré, né le 9 mai 1941
Constant, né le 13 décembre 1942
Nathaniel, né le 29 juillet 1944.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante treize mille cinq cent douze (73.512) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Acakpo-Addra Justin pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 17^e rang) ci-après désignés :

Virgilio, né le 22 août 1945
Augustine, née le 15 juin 1946
Françoise, née le 2 avril 1948
Albert, né le 8 avril 1948
Antoinette, née le 5 juillet 1948
Mathias, né le 24 février 1951
Edgard, né le 7 juin 1955
Arienne, née le 4 mars 1956
Madeleine, née le 12 septembre 1958
Viviane, née le 1^{er} décembre 1960
Valerie, née le 24 janvier 1965.

N° 105-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de deux cent onze mille cinq cent cinquante deux (211.552) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Dogbessé Messanvi, surveillant de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

M. Dogbessé Messanvi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Bernardin, né le 20 mai 1954
Jeanne, née le 13 mai 1956
Noël, né le 25 décembre 1958
Christian, né le 13 janvier 1962.

N° 106-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de cent quatre vingt neuf mille neuf cent huit (189.908) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Eklou Kodjo Avogan, contremaître de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel des Chemins de Fer et Wharf du Togo (indice 750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Eklou Kodjo Avogan, pour compter du 1^{er} janvier 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Wotoméfa, née en 1940
Medendi, née en 1942
Massan, née le 2 novembre 1944
Mawulé, né en 1947
Ayaovi, né le 30 juin 1949.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente sept mille neuf cent quatre vingt quatre (37.984) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Eklou Kodjo Avogan pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant du 6^e rang Akuwoavi, née le 11 juin 1952.

N° 107-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de cent soixante dix sept mille huit cent soixante (117.860) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahiakpor Frédéric, commis d'administration principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Administration Générale du Togo (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahiakpor Frédéric, pour compter du 1^{er} janvier 1966 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Augustine, née le 28 août 1932
Nicolas, né le 5 décembre 1940
Rémy, né le 9 juillet 1942
Agathe, née le 6 février 1944
Antoine, né le 9 mai 1944
Mercy, né le 30 septembre 1944.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante quatre mille quatre cent soixante huit (44.468) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Ahiakpor Frédéric pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9^e au 23^e rang) ci-après désignés :

Angèle, née le 1^{er} janvier 1950
Marie Reine, née le 14 février 1952
Iréne, née le 26 février 1952
Emmanuel, né le 18 avril 1953
René, né le 12 novembre 1953
Josephine, née le 5 octobre 1954
Akouavi, née le 15 décembre 1954

Emilia, née le 22 mai 1955
Simon, né le 24 mai 1955
Martin, né le 30 janvier 1956
Frieda, née le 17 août 1958
Rita, née le 18 novembre 1958
Béatrice, née le 23 janvier 1960
Alexandre, né le 22 février 1961
Parfait, né le 10 novembre 1963.

N° 109-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de cent neuf mille neuf cents (109.900) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ziangbe Akakpo Michel, agent spécialisé de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel des Postes et Télécommunications du Togo (indice 390) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

M. Ziangbe Akakpo Michel pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Philippe, né le 27 mai 1954
Léopold, né le 16 octobre 1954
Julien, né le 22 mai 1957
Gilbert, né le 4 février 1958
Denise, née le 9 octobre 1959
Lucile, née le 31 octobre 1962
Nicaise, née le 13 décembre 1962
Claude, né le 3 juin 1965
Justine, née le 22 septembre 1965.

N° 112-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de deux cent vingt deux mille cent soixante douze (222.172) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agboka Midjrato, contremaître de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des Chemins de Fer et Wharf du Togo (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agboka Midjrato, pour compter du 1^{er} janvier 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Babayi, née en 1930
Kodjo, né le 17 octobre 1932
Agnès, née le 19 juin 1938
Francisca, née le 28 avril 1940
Hélène, née le 13 août 1942
Mana, née le 23 septembre 1944.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante cinq mille cinq cent quarante quatre (55.544) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Agboka Midjrato pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 19^e rang) ci-après désignés :

Agbéménya, né le 8 mars 1948
Aményédji, né le 14 août 1950
Nougnankè, né le 30 mai 1951.

Roger, né le 30 décembre 1952
 Améwoyona, née le 14 avril 1953
 Amégninou, né le 23 mai 1955
 Bertille Mawouméyo, née le 5 novembre 1958
 Bertille Ablavi, née le 1^{er} novembre 1960
 Mathieu, né le 9 novembre 1960
 Prosper, né le 25 juin 1961
 Marthe, née le 14 mars 1963
 Henriette, née le 15 juillet 1964.

N° 113-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de quatre cent quarante trois mille cent seize (443.116) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ako Augustin, contrôleur principal 2^e échelon du corps du personnel des Postes et Télécommunications du Togo (indice 1550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ako Augustin, pour compter du 1^{er} janvier 1966, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Filibert, né le 13 février 1935
 Roger, né le 6 février 1937
 Mathieu, né le 4 décembre 1938
 Monique, née le 1^{er} janvier 1941
 Céline, née le 21 mars 1945
 Antoine, né le 14 novembre 1947.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix mille sept cent quatre vingt (110.780) francs pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Ako Augustin pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1966, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Patrice, né le 10 juin 1950
 Julienne, née le 29 janvier 1953
 Lucie, née le 13 août 1956.

Rentes d'invalidité et soldes de réforme

N° 84-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité définitive (pourcentage 40%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises fixée à trente deux mille six cent soixante douze (32.672) francs par an pour compter du 19 février 1965 et à quarante neuf mille huit (49.008) francs par an pour compter du 1^{er} mai 1965 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gambo Kolani, gendarme de 2^e classe 7^e échelon n° mle 1984 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale.

Par application des dispositions de l'article 33-b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, il est également alloué à M. Gambo Kolani une solde de réforme fixée à soixante trois mille neuf cent quatre vingt quatre (63.984) francs par an.

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1^{er} juillet 1965 au 12-mai 1980.

N° 85-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité définitive (pourcentage 50%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises au taux annuel de quarante mille huit cent quarante (40.840) francs pour compter du 19 février 1965 et à soixante et un mille deux cent soixante (61.260) francs pour compter du 1^{er} mai 1965 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adabrah Komi Blaise, gendarme de 2^e classe 2^e échelon n° mle 2422 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale.

N° 90-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité temporaire (pourcentage 100%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises au taux de quatre vingt et un mille six cent quatre vingt (81.680) francs l'an pour compter du 19 février 1965 et à cent vingt deux mille cinq cent vingt (122.520) francs l'an pour compter du 1^{er} mai 1965, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbedoh Félix, gendarme de 2^e classe 2^e échelon n° mle 2473 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale.

Par application des dispositions des articles 30 et 32 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, le montant de la rente renouvelable accordée ci-dessus est valable pour la période du 19 février 1965 au 18 février 1968.

M. Agbedoh Félix pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1965 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Odile, née le 30 septembre 1958
 Léonard, né le 12 août 1961
 Bernard, né le 13 juillet 1963
 Mathieu, né le 20 septembre 1964.

N° 91-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité temporaire (pourcentage 30%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises au taux annuel de vingt quatre mille cinq cent quatre (24.504) frs pour compter du 19 février 1965 et à trente six mille sept cent cinquante six (36.756) francs pour compter du 1^{er} mai 1965 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nitchieme Nadiédjoa, gendarme de 1^{re} classe n° mle 2329 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale.

Par application des dispositions des articles 30 et 32 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, le montant de la rente renouvelable accordée ci-dessus est valable pour la période du 19 février 1965 au 18 février 1968.

N° 92-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité temporaire (pourcentage 60%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises au taux annuel de quarante neuf mille huit (49.008) francs pour compter du 19 février 1965 et à soixante treize mille cinq cent douze (73.512) francs pour compter du 1^{er} mai 1965 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchaye Gnani, soldat de 1^{re} classe n° mle 20065 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises.

Par application des dispositions de l'article 33-b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, il est également alloué à

M. Tchaye Gnani une solde de réforme fixée à cinquante et un mille sept cent trente deux (51.732) francs par an.

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1^{er} juillet 1965 au 12 août 1977.

N° 93-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité temporaire (pourcentage 75%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises fixée à quatre vingt onze mille huit cent quatre vingt douze (91.892) francs par an est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adankpo Hilaire, gendarme de 4^e échelon n° mle 019 du corps du personnel de la gendarmerie nationale.

Par application des dispositions des articles 30 et 32 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, le montant de la rente renouvelable accordée ci-dessus est valable pour la période du 19 juillet 1965 au 18 juillet 1968.

N° 95-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité temporaire (pourcentage 30%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises au taux annuel de vingt quatre mille cent quatre (24.504) frs pour compter du 19 février 1965 et à trente six mille sept cent cinquante six (36.756) francs pour compter du 1^{er} mai 1965 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpeto Agoèyovo, gendarme adjoint de 1^{re} classe n° mle 00171 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale.

Par application des dispositions des articles 30 et 32 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, le montant de la rente renouvelable accordée ci-dessus est valable pour la période du 19 février 1965 au 18 février 1968.

N° 96-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité temporaire (pourcentage 60%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises au taux annuel de quarante neuf mille huit (49.008) francs pour compter du 19 février 1965 et à soixante treize mille cinq cent douze (73.512) francs pour compter du 1^{er} mai 1965 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atikla Koffi Ambroïse, gendarme de 1^{re} classe 3^e échelon n° mle 2562 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale.

Par application des dispositions de l'article 33-b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, il est également alloué à M. Atikla Koffi Ambroïse, une solde de réforme fixée à quatre vingt et un mille six cent quatre vingts (81.680) francs par an.

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1^{er} juillet 1965 au 25 juillet 1975.

N° 98-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Une rente d'invalidité temporaire (pourcentage 30%) de la grille indiciaire des militaires des Forces Armées Togolaises fixée à trente six mille sept cent cinquante six (36.756) francs par an pour compter du 19 juillet 1965 au 18 juillet 1968 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adjaouti Konaté, gendarme de 2^e classe 4^e échelon n° mle 2.138 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale.

Par application des dispositions de l'article 33 — b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, il est également alloué à M. Adjaouti Konaté, une solde de réforme fixée à quarante sept mille six cent quarante huit (47.648) francs par an.

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1^{er} octobre 1965 au 31 mai 1977.

N° 100-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Par application des dispositions de l'article 33-b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, une solde de réforme fixée à quarante sept mille six cent quarante huit (47.648) francs par an est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Laré Lamboni, gendarme de 2^e classe 4^e échelon n° mle 2378 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale (indice 350).

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1^{er} octobre 1965 au 1^{er} avril 1977.

N° 108-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — Par application des dispositions de l'article 33-b du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, une solde de réforme fixée à soixante quatre mille huit cent soixante seize (74.876) francs par an est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchalime Jérôme, gendarme de 3^e échelon n° mle 2359 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale (indice 550).

Cette solde de réforme est servie pendant la période égale à la durée des services effectifs et est valable du 1^{er} octobre 1965 au 12 octobre 1976.

Allocations familiales

N° 88-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — M. Agonday Paji, adjudant chef de 3^e échelon n° mle 1724, du personnel de la Gendarmerie Nationale (indice 1200) pourra prétendre sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Ambroïse né le 8 décembre 1965.

N° 110-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — M. Johnson Samuel, médecin africain principal 4^e échelon de la santé publique en retraite (indice 2.571) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1966, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Béatrice, née en 1952.

N° 111-VP-MFE-MF-CR du 7-3-66 — M. Boukari Seïdou, soldat de 1^{re} classe 3^e échelon n° mle 82.504 du personnel des Forces Armées Togolaises en retraite (indice 260) pourra prétendre, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Aminatou, née le 4 avril 1965.

Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} décembre 1965.

Autorisations de paiement - Subventions

N° 124-D-VP-MFE-MF-F du 7-3-66 — Est autorisé le versement de la somme de cent quarante et un mille trois cent soixante cinq (141.365) francs au compte hors budget n° 113-35 — U.N.I.C.E.F — Affaires Sociales au titre de reversement par le budget général du montant du reliquat remontant à l'exercice 1964, pour lequel le versement de l'U.N.I.C.E.F a été imputé en atténuation de dépenses de personnel audit budget.

Cette somme sera prise en recette au compte hors budget n° 113-35 — U.N.I.C.E.F — Affaires Sociales.

Le versement ainsi accordé est imputable au chapitre 24, article 8 du budget général — exercice 1965.

N° 126-D-MF-MEN du 7-3-66 — Une subvention de 20.851.290 CFA (vingt millions huit cent cinquante et un mille deux cent quatre vingt dix CFA) soit 417.025,80 FF (quatre cent dix sept mille vingt cinq francs français quatre vingts centimes) est accordée à l'office de coopération et d'accueil universitaire de Paris pour servir de paiement des allocations scolaires des étudiants boursiers togolais en France durant la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 1966 suivant détails ci-après :

63 bourses cat. D + 13 bourses cat. stage	=	76 B.
Allocations brutes :		
20.000 x 76 x 9	=	13.680.000
Prestations tarifées à 40 o/o :		
13.680.000 x 40	=	5.472.000
100		
Total :		19.152.000
Frais fonctionnement office à 2 o/o :		
19.152.000 x 2	=	383.040
100		
Différence à mandater au profit des 13 boursiers cat. stage :		
(420.000 - 285.000) x 13 x 3	=	1.316.250
4		
Total :		20.851.290
ou		417.025,80 FF

Le montant de cette subvention sera mandaté par les soins du service des Finances du Togo au profit de l'agent comptable de l'Office de Coopération et d'Accueil Universitaire de Paris, compte chèque postal Paris 9.061.41.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1966, chapitre 40, article 1, paragraphe 4.

N° 127-D-MF-MEN du 7-3-66 — Est accordée à chacun des élèves boursiers togolais du Collège Technique d'Agriculture de Bingerville une allocation scolaire pour

la période des 1^{er} et 2^e trimestres (du 1^{er} janvier au 30 juin 1966) suivant détails ci-après :

Par élève et pour un trimestre	: 20.000 x 3 =	60.000
Afanou Marcel	: 60.000 x 2 =	120.000
Gboné Henri	: 60.000 x 2 =	120.000
Pinto Antoine	: 60.000 x 2 =	120.000
Aoussi Moukaïla	: 60.000 x 2 =	120.000
Kéoula Yao Jean	: 60.000 x 2 =	120.000
Afantonou B. Nestor	: 60.000 x 2 =	120.000
Seddoh Georges	: 60.000 x 2 =	120.000
Total :		840.000

Le montant de cette dépense soit 840.000 francs CFA (huit cent quarante mille francs CFA) sera mandaté par bons de caisse par les soins du service des finances du Togo au profit de ces élèves boursiers au Collège Technique d'Agriculture de Bergerville.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1966, chapitre 40, article 5.

N° 128-D-MF-MEN du 7-3-66 — Une subvention de 428.970 CFA (quatre cent vingt huit mille neuf cent soixante dix francs) soit 8.579,40 FF (huit mille cinq cent soixante dix neuf francs français quarante) est accordée à l'office de coopération et d'accueil universitaire de Paris pour le quatrième trimestre 1965 (octobre-novembre-décembre) suivant détails ci-après :

9 B. catégorie D :		
Allocations brutes :		
20.000 x 9 x 3	=	540.000
Prestations tarifées à 40 o/o :		
540.000 x 40	=	216.000
100		
Total :		756.000
Frais fonctionnement office à 2 o/o		
756.000 x 2	=	15.120
100		
Equipement trousseau :		
30.000 x 9	=	270.000
Total :		1.041.120

Subvention déjà accordée à l'office de coopération et d'accueil universitaire de Paris au titre du quatrième trimestre scolaire (octobre-novembre-décembre 1965) pour des étudiants dont les bourses sont supprimées par arrêté N° 7-PR-MEN du 25-1-66.

4 B. cat. D + 1 B. cat. stage	=	5 B.
Allocations brutes :		
20.000 x 5 x 3	=	300.000
Prestations tarifées à 40 o/o		
300.000 x 40	=	120.000
100		
Total :		420.000

Frais fonctionnement office à 20/0		
420.000 x 2	=	8.400
100		
Différence mandatée pour une bourse de stage :		
420.000 - 285.000	=	33.750
4		
Renouvellement et Entretien trousseau :		
30.000 x 5	=	150.000
Total :		612.150

Montant de la subvention à mandater au profit de l'office de coopération et d'accueil universitaire de Paris :

1.041.120 - 612.150 = 428.970 CFA ou 8.579,40 FF

Le montant de cette subvention sera mandaté par les soins du service des Finances du Togo au profit de l'agent comptable de l'office de coopération et d'accueil universitaire de Paris compte chèque postal Paris 9.061.41.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1965, chapitre 40, article 2.

N° 137-D-VP-MFE-F du 7-3-66 — Est autorisé le paiement par virement au compte de la Philipps Télécommunication Industrie à l'Amsterdam Rotterdam Bank N.V. à Rotterdam de la somme de deux cent soixante quatre mille huit cent quarante francs trente cinq (264.840,35) soit dix huit millions neuf mille cent quarante quatre (18.009.144) francs cfa, représentant le paiement de 100/0 de frais d'installation (câbles) et 100/0 de la valeur du matériel déjà arrivé à Lomé, conformément au contrat en date du 27 mars 1965 relatif à l'exécution d'un réseau de câble téléphonique dans la ville de Lomé.

Une somme de dix huit millions deux cent un mille cinq cent sept (18.201.507) francs cfa, représentant le montant principal et les frais de virement sera mandatée au nom du directeur de la BIAO à Lomé, chargé des opérations du virement.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, chapitre 1, article 9, exercice 1966.

N° 138-D-VP-MFE-F du 7-3-66 — Est autorisé le paiement de la somme de huit cent dix mille (810.000) francs cfa au titre de l'achat des objets d'arts en vue de la constitution du stock à Lomé.

Cette somme sera mandatée au nom de M. Simon Ayivor, régisseur de la caisse d'avance, secrétaire du Comité permanent de Foires et Expositions qui sera tenu de justifier l'emploi de cette somme par les pièces de dépenses.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, chapitre 39, article 6, exercice 1965.

N° 139-D-VP-MFE-F du 7-3-66 — Est autorisé le paiement de la somme de trois cent cinquante huit mille (358.000) francs cfa représentant les dépenses afférentes à l'exposition nationale du Travail de Paris.

Ces dépenses comprennent :

Frais de transport par bateau de 13 colis de Lomé/Le Havre (aller et retour).

Frais de transport de 13 colis Le Havre-Paris (aller et retour).

Frais de transport d'un délégué Lomé-Paris (aller et retour).

Frais de séjour du délégué.

Frais imprévus.

Cette somme sera mandatée au nom de M. Simon Ayivor, régisseur de la caisse d'avance, secrétaire du Comité permanent des Foires et Expositions, qui sera tenu de justifier l'emploi de cette somme par les pièces de dépenses.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, chapitre 39, article 6, exercice 1965.

N° 140-D-VP-MFE-F du 7-3-66 — Est autorisé le mandatement à l'ordre de l'Office National Togolais du Tourisme à l'ordre de l'Office National Togolais du Tourisme, à son compte n° 96 ouvert à la Trésorerie du Togo, de la somme de cinq millions (5.000.000) francs cfa, représentant le montant de la contribution de l'Etat au budget de cet Organisme.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, exercice 1966, chapitre 37, article 2.

N° 143-D-VP-MFE-F du 7-3-66 — Est autorisé le versement au compte courant postal n° 9042-16 Paris ouvert au nom de l'agent comptable du bureau d'Etudes des Postes et Télécommunications de Toulouse, de la somme de quatre cents (400) francs français, soit vingt mille (20.000) francs cfa, représentant les frais de scolarité du mois de septembre 1964, des agents des P.T.T. en stage de perfectionnement professionnel au Centre d'Enseignement supérieur des Postes et Télécommunications de Toulouse.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1965 (clos) chapitre 33, article 13.

Nominations

N° 116-VP-MFE-MF-F du 7-3-66 — M. le Dr Johnson-Romuald Francis, pharmacien-chef du Togo, est nommé ordonnateur secondaire du budget annexe de la Pharmacie d'Approvisionnement du Togo et des comptes hors budget n° 111-01 et 111-03.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} janvier 1966.

N° 130-D-MFE-MER du 7-3-66 — M. Sossah Arnold, ingénieur auxiliaire de l'Agriculture, chef de la circonscription agricole de Klouto et directeur du Centre d'Apprentissage agricole de Tové, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, régisseur de la caisse d'avance du dit Centre, en remplacement de M. Atsu K. François affecté à Lomé.

Engagements

N° 115-D-VP-MFE-MF du 4-3-66 — Mme Lawson Albertine, née Agbodjan est engagée pour compter du 1^{er} mars 1966 en qualité d'agent permanent (employé de bureau) de 5^e catégorie échelle C, et mise à la disposition du directeur du Service des Finances.

Le salaire de l'intéressée sera imputé au budget général de la République togolaise, chapitre 8, article 8, exercice 1966.

N° 116-D-VP-MFE-MF du 4-3-66 — Mme Seddor Victorine, née Gaba est engagée pour compter du 1^{er} mars 1966 en qualité d'agent permanent (dactylographe) de 3^e catégorie échelle B, et mise à la disposition du directeur du Service des Finances.

Le salaire de l'intéressée sera imputé au budget général de la République togolaise, chapitre 8, article 8, exercice 1966.

Affectations

N° 133-D-VP-MFE du 7-3-66 — M. Sambiani Michel, chauffeur permanent de 5^e catégorie échelle B, en service au Garage Central, est mis à la disposition du ministre de l'Intérieur pour servir à la circonscription administrative de Dapango (chapitre 14, article 5 du budget général, exercice 1966).

M. Comlan Michel, chauffeur permanent de 3^e catégorie échelle B, en service à la circonscription administrative de Dapango, est affecté au Garage Central en remplacement numérique de M. Sambiani Michel appelé à d'autres fonctions.

Le salaire de M. Comlan est imputable au chapitre 8, article 7 du budget général, exercice 1966.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 167-D-VP-MFE-MF-SD du 11-3-66 — M. Beguedou Matchatoum Blaise, préposé 3^e échelon de retour d'un stage de formation professionnelle et mis à la disposition du ministre des Finances, est affecté au bureau des Douanes de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter du 26 janvier 1966.

Indemnité de responsabilité

N° 164-D-VP-MFE-MF du 11-3-66 — L'indemnité de responsabilité annuelle à attribuer en 1964 au pharmacien-chef du Togo, comptable de la Pharmacie d'Approvisionnement du Togo est fixée à 19.200 francs.

Cette indemnité payable par douzième et à terme échu, est imputable au chapitre 32, article 7 du budget général — exercice 1965 — dépenses des exercices clos.

Aides scolaires

N° 136-D-MF-MEN du 7-3-66 — Une allocation scolaire est accordée aux élèves boursiers togolais de l'Ecole des T.P. de Bamako pour la période des 1^{er} et 2^e trimestres (du 1^{er} janvier au 30 juin 1966) suivant détails ci-après :

Par élève et par trimestre :	50.000		
Djassah Emmanuel	50.000 x 2	=	100.000
Gnamavo E. Koffi	50.000 x 2	=	100.000
Klou A. Kodjo	50.000 x 2	=	100.000
Afanouke Désiré	50.000 x 2	=	100.000
Aouissi M. Théophile	50.000 x 2	=	100.000
Soyome Otto	50.000 x 2	=	100.000
Adoko Jacques	50.000 x 2	=	100.000
Total			700.000

Le montant de cette dépense soit sept cent mille francs (700.000 francs) sera mandaté par bons de caisse par les soins du service des Finances du Togo au profit de ces élèves boursiers à l'Ecole des T.P. de Bamako.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1966, chapitre 40, article 4.

N° 142-D-VP-MFE-MF-FR du 7-3-66 — Est accordée à M. Voule Fritz-Marcel, étudiant togolais 76, Boulevard de la République La Garenne-Colombes (France), une aide scolaire de soixante cinq mille (65.000) francs cfa pour lui permettre de couvrir les frais d'impression de thèse pour l'obtention du diplôme de Doctorat de 3^e cycle en Sciences administratives.

La somme sera mandatée au nom de M. Voule Fritz-Marcel par les soins du service des Finances de la République togolaise.

La dépense est imputable au budget général de la République togolaise, chapitre 41, article 2, exercice 1966.

Secours temporaires

N° 114-VP-MFE-MTP-CFT du 7-3-66 — Un secours temporaire de vingt cinq mille francs (25.000 frs) par an renouvelable pour 3 ans à compter du 1^{er} janvier, 1966 est accordé aux orphelins mineurs de feu Seidou Boukari, ex-planton permanent des CFT, décédé à Lomé le 22 mai 1965.

Ce secours payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de M. Pakao Adam Yacoubou, manoeuvre à la traction des CFT, tuteur légal des enfants mineurs du défunt suivant certificat d'hérédité en date du 8 juin 1965, délivré par le maire de la ville de Lomé.

En vertu des dispositions de l'article 2 de l'arrêté numéro 447-F du 23 août 1945, ce secours peut être révoqué à tout moment au cours de la période d'allocation s'il est constaté après enquête que la situation qui l'a motivé a disparu.

La dépense est imputable au budget annexe des chemins de fer et wharf du Togo, exercice 1966, chapitre 2, article 6, paragraphe 4.

N° 115-VP-MFE-MTP-CFT du 7-3-66 — Un secours temporaire de vingt cinq mille francs (25.000 frs) par an renouvelable est accordé pour 3 ans à compter du 1^{er} janvier 1966 aux orphelins mineurs de feu Djidjaotem Tanogah, ex-poseur permanent des CFT, décédé à Nuatja le 16 juillet 1965.

Ce secours payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de M. Djidjaotem Gabriel à Chra, circonscription de Nuatja, tuteur légal des enfants mineurs du défunt suivant certificat d'hérédité en date du 23 août 1965, délivré par le chef de la circonscription administrative de Nuatja.

En vertu des dispositions de l'article 2 de l'arrêté numéro 447-F du 23 août 1945, ce secours peut être révoqué à tout moment au cours de la période d'allocation, s'il est constaté après enquête que la situation qui l'a motivé a disparu.

La dépense est imputable au budget annexe des chemins de fer et wharf du Togo, exercice 1966, chapitre 2, article 6, paragraphe 4.

Secours après décès

N° 141-D-VP-MFE-MF-FR du 7-3-66 — Un secours après décès de trente trois mille quatre vingts (33.080) francs équivalant à trois mois de solde brute (indice 270) majorée de l'indemnité de sujétion de M. Dadore-Kpandah Benoît, gardien de paix de 2^e classe 1^{er} échelon du

Togo décédé à Sokodé le 5 décembre 1965, est accordé à ses orphelins.

Ce secours, imputable au budget général du Togo, chapitre 14, article 7, exercice 1965, sera mandaté au nom de M. Kpandah Songai à Lomé, tuteur des orphelins du de cujus.

N° 144-D-VP-MFE-MTP-CFT du 7-3-66 — Un secours après décès de vingt trois mille trois cent quarante trois francs (23.343 francs) équivalant à trois mois de salaire de M. Talake Hankpada, ex-maçon permanent des CFT échelle B échelon 5 décédé à Lomé le 10 août 1965 est accordé à ses enfants.

Ce secours sera mandaté au nom de M. Katalé Hankpada, cultivateur à Dadja — Quartier Gbebro, tuteur légal des enfants mineurs du défunt suivant certificat d'hérédité en date du 30 octobre 1965 délivré par le maire de la Ville de Lomé.

La dépense est imputable au budget annexe des chemins de fer et wharf du Togo, exercice 1966, chapitre 2, article 7.

Rôles

N° 119-MFE-CD du 7-3-66 — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1966 ci-après :

Numéro du rôle	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DU RÔLE	TOTAL
1	Com. Lomé	BUDGET COMMUNAL		
		Patentes	121.566	
		C/a. s/patentes	23.812	
		Licences	7.000	
		C/a. s/licences	1.400	
		Taxe civique	2.000	
		155.778	155.778	
		Total		155.778

N° 120-MFE-CD du 7-3-66 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1965 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
282 283 284	Com. Palimé Com. Atakpamé Circ. Atakpamé	BUDGET GENERAL		
		I. G. R.	1.200	
		I. G. R.	5.868	
		I. G. R.	5.328	
		<i>A reporter</i>	12.396	

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		<i>Report</i>		
285	Circ. Klouto	I. G. R.	12,396	
286	Circ. Klouto	Patentes	6.600	
287	Circ. Atakpamé	Patentes	32.500	
		Patentes	96.500	
		Licences	2.000	
			98.500	149,996
		BUDGET COMMUNAL		
288	Com. Palimé	Patentes	14.000	
		C/a. s/patentes	1.800	
			15.800	
289	Com. Atakpamé.	Patentes	38.100	
		C/a. s/patentes	7.120	
			45.220	61.020
		Total		211,016

N° 121-MFE-CD du 7-3-66 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1965 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
277	Com. Lomé	Taxe progressive	9.404.548	
		Versement forfaitaire	235.643	
			9.640.191	
278	Com. Lomé	B. I. C.	1.122.778	
		I. G. R.	16.200	
			1.138.978	
279	Com. Lomé	Patentes	12.000	
280	"	Taxe progressive	16.647.689	
		Versement forfaitaire	2.538.875	
			19.186.564	29.977.733
		BUDGET COMMUNAL		
277	Com. Lomé	Taxe civique	137.155	
278	"	Taxe civique	148.500	
280	"	Taxe civique	614.592	
281	"	Patentes	492.500	
"	"	C/a. s/patentes	8.400	
"	"	Licences	500	
"	"	C/a. s/licences	100	
			501.500	1.401.747
		Total		31,379.480

N° 122-MFE-CD du 7-3-66 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1965 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
274	Com. Sokodé	Taxe s/armes perfectionnées	102.000	
275	Circ. Sokodé	Taxe s/armes perfectionnées	120.000	
276	Circ. Dapango	Taxe s/armes perfectionnées	80.600	
				302,600
		<i>A reporter</i>		302,600

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		<i>Report</i>		302.600
		BUDGET COMMUNAL		
274	Com. Sokodé	C/a. s/taxe s/armes perfectionnées	20.400	20.400
		BUDGET DE CIRCONSCRIPTION		
275	Circ. Sokodé	C/a. s/taxe s/armes perfectionnées	60.000	
276	Circ. Dapango	C/a. s/taxe s/armes perfectionnées	40.300	
		Total		100.300
				423.300

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre cent vingt trois mille trois cents francs est fixée au 31 janvier 1966.

N° 125-MFE-CD du 11-3-66 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1965 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
290	Com. Lomé	B. I. C.	25.000	
"	"	I. G. R.	43.100	
			68.100	68.100
		BUDGET COMMUNAL		
290	Com. Lomé	Taxe civique	2.200	
291	"	Patentes	719.100	
		C/a. s/patentes	10.800	
			729.900	
		Total		732.100
				800.200

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Représentants de l'Etat en justice

N° 3-MJ du 1-3-66 — M. Bonfoh Boukari, chef de la circonscription administrative de Nuatja est désigné pour représenter l'Etat devant le Tribunal Correctionnel de Lomé à l'audience du 23 mars 1966, dans l'affaire de blessures involontaires et d'excès de vitesse reprochés au sieur Kodjo Robert, chauffeur en service à la circonscription administrative de Nuatja.

N° 4-MJ du 3-3-66 — M. Bpitta Gilbert, intendant militaire, directeur des Services des Forces Armées Togolaises est désigné pour représenter l'Etat togolais à l'audience du 10 mars 1966 du Tribunal de Simple Police de Lomé dans l'affaire d'accident de la circulation reproché au gendarme Bantakpa Emmanuel, en service à la Gendarmerie d'Anécho.

Engagements

N° 5-D-MJ du 12-2-66 — M. Raymond Dovi Amouzougan est engagé en qualité d'employé de bureau de 4^e catégorie échelle A, en remplacement numérique de Mlle d'Almeida Perpétue, démissionnaire.

Le salaire de l'intéressé sera supporté par le chapitre 16, article 6 du budget général, exercice 1965.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 7-D-MJ du 12-2-66 — M. Oussarama Bayabé Bonaventure est engagé en qualité d'employé de bureau et interprète permanent de 3^e catégorie échelle A, pour servir au Tribunal Coutumier de Mango, en remplacement de M. Ayi Maurice, licencié de son emploi.

Le salaire de l'intéressé sera imputé au chapitre 16, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 14-D-MJ du 8-3-66 — Mme Gnassounou Nelly, née Lawson est engagée en qualité d'employé de bureau de 3^e catégorie échelle A, pour servir à la Cour Suprême.

Le salaire de l'intéressée sera imputable au chapitre 16, article 4 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Affectations

N° 12-D-MJ du 8-3-66 — M. Bakai Ata Valentin, employé de bureau de 4^e catégorie, échelle A, en service au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance de Sokodé, est provisoirement affecté au Tribunal de Droit Moderne de 1^{re} Instance de Lomé.

M. Atohoun Mawoussé, agent permanent de 6^e catégorie, échelle B, en service au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance d'Anécho, est affecté au Tribunal Coutumier de 1^{re} Instance de Sokodé, en remplacement de M. Bakai Ata Valentin, affecté à Lomé.

Le salaire des intéressés continuera à être supporté par le chapitre 16, article 7.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 15-D-MJ du 8-3-66 — M. Raymond Dovi Amouzougan, employé de bureau 4^e catégorie échelle A, nouvellement engagé, est affecté provisoirement au Tribunal Coutumier d'Anécho, en remplacement de M. Atohoun Mawoussé appelé à d'autres fonctions.

Le salaire de l'intéressé continuera à être supporté par le chapitre 16, article 6.

Licenciement

N° 11-D-MJ du 8-3-66 — M. Lawson Latévi Victor, agent permanent de 5^e catégorie échelle B, en service à la section de Sokodé, condamné par défaut le 3 novembre 1965 par le tribunal correctionnel de Lomé à la peine de dix huit mois d'emprisonnement pour vol, est licencié de son emploi pour compter du 8 avril 1965, date à laquelle son absence irrégulière a été constatée.

M. Lawson Latévi Victor n'aura droit à aucune indemnité, à l'exception de 42 jours de congé payé.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE N° 21-INT du 9-3-66 portant interdiction sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise, la projection d'un film cinématographique.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu le décret du 13 mai 1935 relatif à l'organisation au Togo d'un contrôle sur les films cinématographiques, les disques phonographiques, les prises de vues cinématographiques et les enregistrements sonores, modifié par le décret n° 59-87 du 21 mai 1959;

Vu l'arrêté n° 217-PR-INT du 30 novembre 1964 réorganisant la commission de contrôle des films cinématographiques;

Vu l'avis de la commission chargée du contrôle des films cinématographiques en sa séance du 7 mars 1966,

ARRETE :

Article premier — Est interdite sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise la projection du film :

« La baie du désir »

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1966

F. Mama

Autorisations de dépenses

N° 22-INT du 14-3-66 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Anécho, Tsévié, Atakpamé, Akposso, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kandé et Mango, exercice 1966, représentant le douzième des budgets de l'exercice 1965, pour faire face aux dépenses du mois de mars 1966.

N° 23-INT du 14-3-66 — Les maires des communes de Lomé, Anécho, Tsévié, Atakpamé et Sokodé sont autorisés pour le mois de mars 1966 à engager au titre de l'exercice 1966, des dépenses dont le montant calculé sur le budget précédent, ne doit pas dépasser le douzième de ce dernier.

Secrétaires de chefs de canton

N° 25-D-INT du 11-3-66 — Est acceptée, pour compter du 1^{er} janvier 1966, la démission de ses fonctions présentée par M. Christophe Kougnassouko, secrétaire du chef de canton de Boufalé.

M. Zakary K. Gilbert est nommé secrétaire du chef de canton de Boufalé (circonscription de Pagouda), en remplacement de M. Christophe Kougnassouko.

Il est mis fin sur sa demande aux fonctions de M. Douglam Sindjalem, secrétaire du chef de canton de Kétao, pour compter du 1^{er} janvier 1966.

M. Adjossi Charles est nommé secrétaire du chef de canton de Kétao (circonscription de Pagouda), en remplacement de M. Douglam Sindjalem.

MM. Zakary K. Gilbert et Adjossi Charles auront droit chacun à une indemnité annuelle de 36.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1966, chapitre 14, article 6.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1966.

Engagement

N° 24-D-INT du 10-3-66. — Les personnes dont les noms suivent sont engagées en qualité d'agents permanents de la police et classées à la 2^e catégorie échelle A. :

Adékambi Nourou Tchobo Hyacinthe

Le salaire des intéressés est imputable au chapitre 14, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1966.

Affectation

N° 23-D-INT du 10-3-66 — M. Abété Alex, agent permanent de 6^e catégorie échelle B, en service au ministère de l'intérieur, est affecté à la circonscription administrative de Lama-Kara, en complément d'effectif.

Le salaire de l'intéressé demeure imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 1 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Absence irrégulière

N° 21-D-INT du 9-3-66 — Est constatée, pour compter du 1^{er} mars 1966, l'absence irrégulière de son poste de M. De Souza Hospice, agent permanent de 2^e catégorie échelle C, en service à la circonscription administrative de Bassari.

Pendant toute la durée de son absence, M. De Souza n'aura droit à aucun traitement.

Sanction disciplinaire

N° 22-D-INT du 9-3-66 — Un avertissement, avec inscription au dossier, est donné à M. Wallace Emile, agent permanent de 3^e catégorie échelle C, en service au ministère de l'intérieur, pour le motif suivant :

Absence irrégulière durant la matinée du samedi 5 et dans la journée du lundi 7 mars 1966.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Prime de rendement

N° 138-D-MTP-CFT du 9-3-66 — Est autorisé, en faveur du personnel de la santé publique en service détaché au dispensaire des chemins de fer et wharf du Togo, le paiement de la prime de rendement dans les conditions définies par le décret numéro 63-46 du 24 avril 1963 et son rectificatif du 23 août 1963 destinée à compenser les sujétions relatives à l'application de la semaine de 45 heures.

La dépense qui en résultera sera supportée par le budget annexe des chemins de fer du Togo.

La présente décision aura effet à compter de la date de la signature.

Nominations

N° 135-D-MTP-CFT du 9-3-66 — M. Mies Josef, ingénieur de l'assistance technique allemande est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, chef du service Matériel et Traction p.i. en remplacement de M. Lietz Georg, chef du service en congé administratif.

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} mars 1966.

N° 137-D-MTP-CFT du 9-3-66 — M. Cadassou Norbert, sous-inspecteur de 1^{re} classe 3^e échelon, précédemment adjoint au chef Service Exploitation, est nommé chef Service Exploitation p.i. en remplacement de M. Radtke Alfred, inspecteur en chef d'exploitation de l'assistance technique allemande en congé administratif.

M. Agbenou Antoine, sous-inspecteur de 2^e classe 4^e échelon, est nommé adjoint p.i. au chef Service Exploitation, en remplacement de M. Cadassou Norbert appelé à d'autres fonctions.

Les intéressés pourront prétendre, en ces qualités, au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur.

La dépense afférente est imputable au budget annexe des C.F.T. (exercice 1966).

La présente décision a effet pour compter du 5 février 1966.

Licenciement

N° 132-D-MTP-CFT du 9-3-66 — Le facteur permanent Patheng Apollinaire, n° mle 11.784, échelle D échelon 2 en service au réseau des chemins de fer et wharf du Togo (Exploitation) est licencié de son emploi pour compter du 15 janvier 1966 date à laquelle il a abandonné son poste.

En raison du motif de son licenciement (abandon de poste), M. Patheng Apollinaire ne peut prétendre ni au préavis, ni à l'indemnité de licenciement.

Toutefois, il sera mandaté en faveur de l'intéressé, qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 27 août 1964, une indemnité compensatrice de congé égale à 26 jours de salaire.

La dépense est imputable au chapitre 2 — article 1 — paragraphe 6 du budget annexe des chemins de fer et wharf du Togo (Exercice 1966).

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

N° 82-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps des douanes dont les noms suivent :

PREMIER SEMESTRE

(Pour compter du 1^{er} janvier 1965)

CADRE DES INSPECTEURS — CATEGORIE A 2

Pour le grade d'inspecteur principal 1^{er} échelon
Nicoue Albert, inspecteur 1^{re} classe 3^e échelon

B — CADRE DES CONTROLEURS

Pour le grade de contrôleur principal 1^{er} échelon
Fabre Louis Henri, contrôleur 1^{re} classe 3^e échelon

C — CADRE DES AGENTS DE CONSTATATION

Pour le grade d'agent de constatation principal de C.E.
Vovor Vincent, agent de constatation principal 3^e échelon

Pour le grade d'agent de constatation principal 1^{er} échelon

Dupuy Louis Denis, agent de constatation 1^{re} classe 3^e échelon

D — CADRE DES PREPOSES DES BRIGADES

Pour le grade de brigadier chef 1^{er} échelon
Alassani Méléto, brigadier 3^e échelon

Pour le grade de brigadier 1^{er} échelon

Lawson Laté Clément, A.C. 2 ans
Occansey Louis, A.C. 2 ans
Toulassi Simon, R.S.M. 1 an
Dadzie K. Emmanuel, R.S.M. 2 ans 6 mois
Boukari Indabli, Assiongbo Just Frumens,
préposés 4^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

(Pour compter du 1^{er} juillet 1965)

CADRE DES INSPECTEURS — CATEGORIE A 1

Pour le grade d'inspecteur 1^{re} classe 1^{er} échelon

Tevi Jean Bonaventure, inspecteur 2^e classe 4^e échelon

B — CADRE DES CONTROLEURS

Pour le grade de contrôleur principal 1^{er} échelon
Byll C. Hilaire, contrôleur 1^{re} classe 3^e échelon

C — CADRE DES AGENTS DE CONSTATATION

Pour le grade d'agent de constatation principal 1^{er} échelon

Attisso E. François, agent de constatation 1^{re} classe 3^e échelon

Pour le grade d'agent de constatation 1^{re} classe 1^{er} échelon

Mabudu Albert, agent de constatation 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES PREPOSES DES BRIGADES

Pour le grade de brigadier 1^{er} échelon

Miller Emmanuel, Houanou Sika,
Doutama D. Michel,
préposés 4^e échelon.

N° 83-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement des Produits dont les noms suivent :

PREMIER SEMESTRE

(Pour compter du 1^{er} janvier 1965)

**A2 — CADRE DES INGENIEURS DES EAUX
ET FORETS**

Pour le grade d'ingénieur de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Dagadou Victor, ingénieur 2^e classe 4^e échelon

**C — CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES
D'AGRICULTURE**

Pour le grade d'adjoint technique principal de C.E.

Mensah Paul, adjoint technique principal 3^e échelon

Pour le grade d'adjoint technique principal 1^{er} échelon

Allaglo Thomas, adjoint technique 1^{re} classe 3^e échelon

Pour le grade d'adjoint technique des eaux et forêts 1^{re} classe 1^{er} échelon

Possian Antoine, adjoint technique 2^e classe 4^e éch.

D — CADRE DES PREPOSES

Pour le grade de préposé principal 1^{er} échelon

Amegan M. Issaca, préposé 1^{re} classe 3^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

(Pour compter du 1^{er} juillet 1965)

**C — CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES
D'AGRICULTURE**

Pour le cadre d'adjoint technique 1^{er} classe 1^{er} échelon

Ahyi Michel Deckon Antoine
adjoints techniques 2^e classe, 4^e échelon

N° 84-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps des Postes et Télécommunications dont les noms suivent :

PREMIER SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} janvier 1965

B — CADRE DES CONTROLEURS

Pour le grade de contrôleur 1^{re} classe 1^{er} échelon

Salako Patrice, contrôleur 2^e classe 4^e échelon

C — CADRE DES AGENTS D'EXPLOITATION
SERVICE GENERAL ET DES I.E.M.

Pour le grade d'agent d'exploitation 1^{re} classe 1^{er} éch.

Geay Gabrielle, Mensah Kodjo Alfred,
Mome Hovor,
agents d'exploitation 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES PREPOSES

Pour le grade de préposé principal de C.E.

Amegan Eklou, Assibo G. Sébastien,
Komlan Gabriel, Koffi Salomon,
Amenyinou Benoît, Bebli Emile,
Mensah Victor, Capo Chichi dit Charlier
Bedi Ohounou, Barrigah Têvi Nestor,
préposés ppaux 3^e échelon

Pour le grade de préposé principal 1^{er} échelon

Folley William, Anifrani Nicodème,
préposés 1^{re} classe 3^e échelon

Pour le grade de préposé 1^{re} classe 1^{er} échelon

Defondji Rigobert, préposé 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES AGENTS SPECIALISES

Pour le grade d'agent spécialisé 1^{re} classe 1^{er} échelon

Guedou Ernest, agent spécialisé 2^e classe 4^e éch.

DEUXIEME SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} juillet 1965

C — CADRE DES AGENTS D'EXPLOITATION
SERVICE GENERAL ET DES I.E.M.

Pour le grade d'agent d'exploitation 1^{re} classe 1^{er} éch.

Soares Léon, Motso Prisca,
Koehler Théodore, Osseni Alandou,
Chakpali Norbert,
agents d'exploitation 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES PREPOSES

Pour le grade de préposé principal de C.E.

Tchangai Philippe, préposé principal 3^e échelon.

N° 85-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps du personnel de l'Enseignement dont les noms suivent :

PREMIER SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} janvier 1965

B — CADRE DES INSTITUTEURS

Pour le grade d'instituteur principal de C.E.

Mensah Logossou Faustin,
Ekue Henriette,
Akakpo Théophile,
instituteurs principaux 3^e échelon

Pour le grade d'instituteur principal 1^{er} éch.

Gbadoe Antoine, Geraldo Nassirou,
Odjo Antoine, Gruner Hans,
instituteurs 1^{re} classe 3^e échelon

Pour le grade d'instituteur 1^{re} classe 1^{er} échelon

Geraldo Hafizou, Lawson Abraham,
Ayite Bernadus, Salako Sylvanus,
Ayivi Abraham, Goeh Jean Sprès,
Edorh Zinsou, Koueviakoe Valentin,
A.C. 1 an
Schneider Ernest, Konou Patrice,
Mensah Daniel, Ayefoumi Félix,
Baba Emmanuel, Ywassa Philomène,
instituteurs 2^e classe 4^e échelon

B — CADRE DES MAITRES D'EDUCATION
PHYSIQUE

*Pour le grade de maître d'éducation physique
2^e classe 1^{er} échelon*

Elessessi Eugène, maître d'éducation physique 3^e
classe 4^e échelon

C — CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS

*Pour le grade d'instituteur-adjoint
1^{re} classe 1^{er} échelon*

Aquitème Téléqui, instituteur-adjoint 2^e classe 3^e
échelon

Pour le grade d'instituteur-adjoint 2^e classe 1^{er} éch.

Ekoue Emmanuel, Lawson Stéphanus,
Dogbevi Vitus, Kangni Julien,
Gboné Jules,
instituteurs-adjoints 3^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES MONITEURS

Pour le grade de moniteur 1^{re} classe 1^{er} éch.

Gbikpi Pierre, Tsogbe Edouard,
Amouzou Bernadette, Jondo Emmanuel,
moniteurs 2^e classe 3^e échelon

Pour le grade de moniteur 2^e classe 1^{er} éch.

Assagni Jean,	Assimpah Thérèse,
James Cyprien,	Dovi Marguerite,
Agbodjan Marthe,	Agbodjan Florentia,
née d'Almeida	née Seddoh
Lawson Innocent,	Issa Zinabou,
Lossou Emmanuel,	Adja Bandja,
Maatey Grégoire,	Johnson Jacqueline,
Palaki Augustin,	Johson Esther,
D'Almeida Denis,	

moniteurs 3^e classe 4^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} juillet 1965

CADRE DES PROFESSEURS — CATEGORIE A1

*Pour le grade de professeur 2^e classe 1^{er} éch.*Apedo-Amah Rudolph, professeur 3^e classe 4^e échelon

CADRE DES PROFESSEURS — CATEGORIE A2

*Pour le grade de professeur 2^e classe 1^{er} échelon*Dosseh Alex, professeur 3^e classe 4^e échelon

B — CADRE DES INSTITUTEURS

*Pour le grade d'instituteur principal 1^{er} échelon*Houenassou Daniel, instituteur 1^{re} classe 3^e échelon

C — CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de classe exceptionnelle*Agbodjan Prince Alex, instituteur-adjoint 1^{re} classe 3^e échelon*Pour le grade d'instituteur-adjoint 2^e classe 1^{er} échelon*Amenouve A. Joseph Edo, instituteur-adjoint 3^e classe 4^e échelon

N° 86-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps du personnel de la Météorologie et de l'Aéronautique Civile dont les noms suivent :

PREMIER SEMESTRE

*(Pour compter du 1^{er} janvier 1965)**Pour le grade d'assistant ppal de classe exceptionnelle*Simons de Fanti Mathias, assistant ppal 3^e échelon*Pour le grade d'assistant ppal 1^{er} échelon*Mensah A. Clément Olohou Faustin
assistants 1^{re} classe 3^e échelon*Pour le grade d'assistant 1^{re} classe 1^{er} échelon*Bellow Samuel, N'Sougan Gabriel
assistants 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES AGENTS SPECIALISES

*Pour le grade d'agent spécialisé ppal de C.E.*Lawson John, agent spécialisé principal 3^e échelon*Pour le grade d'agent spécialisé ppal 1^{er} éch*Foly Kunakey Adjalo K. Emmanuel
Ahité Aurélien Olympio Réginaagents spécialisés confirmés 3^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

(Pour compter du 1^{er} juillet 1965)

D — CADRE DES AGENTS SPECIALISES

*Pour le grade d'agent spécialisé principal de C.E.*Loccoh Emma, agent spécialisé principal 3^e éch.*Pour le grade d'agent spécialisé confirmé 1^{er} échelon*Avonogbé Thomas, agent spécialisé ordinaire 4^e échelon

N° 87-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles dont les noms suivent :

PREMIER SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} janvier 1965

A1 — CADRE DES INGENIEURS PRINCIPAUX

*Pour le grade d'ingénieur en chef 1^{er} éch.*Mivedor Alex, ingénieur principal 3^e échelon

A2 — CADRE DES INGENIEURS

*Pour le grade d'ingénieur 2^e classe 1^{er} échelon*Bonin Jean, ingénieur 3^e classe 4^e échelon, A.C. 2 ans

C — CADRE DES AGENTS DE MAITRISE

*Pour le grade d'agent de maîtrise 1^{er} échelon*Attingué L. Martin Essien Boniface
agents de maîtrise-adjoints 4^e échelon

D — CADRE DES AGENTS SPECIALISES

Pour le grade d'agent spécialisé ppal de C.E.

De Souza R. Léonard	Kakaki Jean,
Agbodazé K. Vitus	Wémakor Etienne
Tamégnon Polycarpe	Efia Joseph
Houédamon W. Michel	Akakpo Bertin
Houenassou A. Louis	

agents spécialisés principaux 3^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} juillet 1965

A1 — CADRE DES INGENIEURS

*Pour le grade d'ingénieur 2^e classe 1^{er} éch.*Dossou Gaston, ingénieur 3^e classe 4^e échelon, A.C.
1 an 1 mois 15 jours

A2 — CADRE DES INGENIEURS

*Pour le grade d'ingénieur 2^e cl. 1^{er} éch.*Folligan Cyrille, ingénieur 3^e cl. 4^e échelon

D — CADRE DES AGENTS SPECIALISES

Pour le grade d'agent spécialisé ppal de C.E.

Adjado Etienne	Kédjé Gaffo,
Athiley K. Albert	Ponty Babakan
Aziakonou Emmanuel	Megnassan B. Louis
Moussa Seidou	Lawson Germain
Akohin Athanase	Amouzou Thomas
Adénou Philippe,	Megnassan Félix
Modénou Cléophas.	Nambiema D. Sam
Amadou K. Daniel	

agents spécialisés principaux 3^e échelon

N^o 88-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps du personnel des chemins de fer et du wharf dont les noms suivent:

PREMIER SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} janvier 1965

C — CADRE DES AGENTS DE MAITRISE

*Pour le grade d'agent de maîtrise ppal de C.E.*Attoh M. Honoré, Achille Alexandre
agents de maîtrise principaux 3^e échelon*Pour le grade d'agent de maîtrise principal 1^{er} éch.*Boukari Salifou, Apaloo Michel
Adamah Gérard
agents de maîtrise 1^{re} classe 3^e échelon*Pour le grade d'agent de maîtrise 1^{re} classe 1^{er} éch.*Schuppais Iris, Gouna Joseph
Dossou Martin, Kodjo Bénédicte
Lawson Elias, Hunlédé Alfred,
Nyassogbo Gerson, Akakpo Stéphan
agents de maîtrise 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES AGENTS SPECIALISES

*Pour le grade d'agent spécialisé ppal de C.E.*Assadji Emmanuel, Kodjo Hermann
Johnson K. J. Joseph
agents spécialisés principaux 3^e échelon*Pour le grade d'agent spécialisé ppal 1^{er} éch.*Buaben Mathieu, Akomatchry Robert,
A.C. 2 ans 11 mois
Ago André, Tomety Charles
Addeh H. Gabriel, Silveira Michel
agents spécialisés 1^{re} classe 3^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} juillet 1965

C — CADRE DES AGENTS DE MAITRISE

*Pour le grade d'agent de maîtrise ppal de C.E.*Ajavon Calixte, Abattan Prudence
agents de maîtrise principaux 3^e échelon*Pour le grade d'agent de maîtrise ppal 1^{er} échelon*Gbaguidi Pascal, agent de maîtrise 1^{re} classe 3^e
échelon*Pour le grade d'agent de maîtrise 1^{re} cl. 1^{er} éch.*Dogbé Raphaël, Akakpo Christian
Mensanvi Joseph, Assogba Gninofoun
Kagni Kl. Vitus, Attigan Alfred
Aladé Samuel, Daté Sossou Antoine
Kpodar Joseph, Tékou Jérôme
Adékambi K. Ernest
agents de maîtrise 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES AGENTS SPECIALISES

*Pour le grade d'agent spécialisé ppal de C.E.*Ayité Bernard, Hatsou Ayaovi
Amouzou André, Eklou E. Raphaël
Tékpo Manassé, Gbégnon Etienne
Toyisson Benjamin, Akakpovi Sêho
Fantchao Koffi, Agbénossi T. Michel
Amémélio Sylvanus, Amouzouvi Médjago
Combey Adjété, Kankoé K. Mathias
Adjanooun Germain, Abalo Paul
agents spécialisés principaux 3^e échelon

N^o 89-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps du personnel de la police dont les noms suivent :

PREMIER SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} janvier 1965

B — CADRE DES OFFICIERS DE POLICE

*Pour le grade d'officier de police 1^{re} cl. 1^{er} éch.*Ananou Maximin, officier de police 2^e cl. 4^e éch.

C — CADRE DES OFFICIERS DE POLICE-ADJOINTS

*Pour le grade d'officier de police-adjoint 1^{re} cl. 1^{er} éch.*Bloucktor Emmanuel, officier de police-adjoint 2^e
classe 4^e échelon

D — CADRE DES GARDIENS DE LA PAIX

*Pour le grade de gardien de la paix ppal de C.E.*Tchobo Sossou, gardien de la paix ppal 3^e échelon
RSM. 6 mois.*Pour le grade de gardien de la paix ppal 1^{er} éch.*

Tinley Sim	Egbatao E. Emile
Pédomé D. François	Sénouvo Jacques
Abby Taléki	Bodjona B. Lonera

gardiens de la paix 1^{re} classe 3^e échelon*Pour le grade de gardien de la paix 1^{re} cl. 1^{er} éch.*

Amados François	Mékoun Loko
Sagbo Rigobert	Nagba K. John
Akoué A. Louis	Métchounhoun Victor
Lamboni Kolani	Atiblé A. Basile
Ahossi Gnabodé	Tomety Emmanuel
Katia A. Simon	Tchiboza H. François
Parbey Epiphane	Katablé A. Daniel
Salou Moutairou	Sagbo K. Louis
Sogan Thomas	Yao Siouigni
Kataou Jean	Hossou K. Louis
Zinwota Michel	Tagaa K. Robert
Kaffissima Benoît	Agbolan David
Aboudou Ladani	Bilighan Raphaël
Aményon D. Lanzo	Bola Akrolansoga
Kombaté Seydou	Batossé Alassani
Laré Lamboni	Edoh S. Henri
Assou D. Simkpao	Yosso Michel
Simglioua Kpatcha	Martin V. Komlan
Tohun T. Julien	

gardiens de la paix 2^e classe 4^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} juillet 1965

B — CADRE DES OFFICIERS DE POLICE

*Pour le grade d'officier de police 1^{re} cl. 1^{er} éch.*Sognigbé David, officier de police 2^e cl. 4^e éch.

C — CADRE DES OFFICIERS DE POLICE-ADJOINTS

*Pour le grade d'officier de police-adjoint 1^{re} cl. 1^{er} éch.*Houégan Soglo \ Afantodji Michel
officiers de police-adjoints 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES GARDIENS DE LA PAIX

Pour le grade de gardien de la paix 1^{re} classe 1^{er} échelon

Ségbo T. Joseph	Paraizo A. Jules
Ably Bedama	Mensah Robert
Kpamoura Tchapo	Tchiguilo Akossi
Sodoga A. Anani	Fadonougbo Gabriel
Yombé Akoh	Séglà S. Paul
Assou Sébastien	Gbaguidi T. Sébastien

gardiens de la paix 2^e classe 4^e échelon

N° 90-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps du personnel de l'administration générale dont les noms suivent:

PREMIER SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} janvier 1965

A1 — CADRE DES ADMINISTRATEURS CIVILS

*Pour le grade d'administrateur-civil 1^{re} classe 1^{er} échelon*Bédou Benoît Eklou Paulin
administrateurs-civils 2^e classe 4^e échelon

A2 — CADRE DES ATTACHES

D'ADMINISTRATION

*Pour le grade d'attaché d'administration 1^{re} cl. 1^{er} éch.*Adossama Pierre, attaché d'administration 2^e cl. 4^e échelon

B — CADRE DES SECRETAIRES

D'ADMINISTRATION

*Pour le grade de secrétaire d'administration ppal de C.E.*Atayi Jonathan, secrétaire d'administration ppal 3^e échelon*Pour le grade de secrétaire d'administration ppal 1^{er} éch.*Sivomey Marie Atouhun Célestin
secrétaires d'administration 1^{re} classe 3^e échelon*Pour le grade de secrétaire d'administration 1^{re} classe 1^{er} échelon*Lawson T. Wooly, secrétaire d'administration 2^e classe 4^e échelon

C — CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS

*Pour le grade d'adjoint administratif ppal de C.E.*Foadéy Tnéodose, adjoint administratif principal 3^e échelon*Pour le grade d'adjoint administratif principal 1^{er} éch.*Ocloo Primus, A.C. 1an Bruce K. Jérémie
Amoussou Yaovi Bertrand
adjoints administratifs 1^{re} classe 3^e échelon*Pour le grade d'adjoint administratif 1^{re} classe 1^{er} éch.*

Gaba Emmanuel	Bodjona Alphonse
Kpoti Augustin	Kouassi Daniel
Aziabu Laurent	Tignokpa Antoine
André Daniel	Ekpoh Godwin
Dogbé Pierre	Akué Kpakpo Pierre
Hunlédé Théodore	Dellatre Robert
Durand Paul	Kpodar Norbert
Koutob Noato Nicolas	Amégan Nicodème
Soumbe Yonas	

adjoints administratifs 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION

Pour le grade de commis d'administration ppal de C.E.

Agbodjan P. John	Ajavon Nelly
Géraldo Mouda Léopold	Dorcis A. Gaston
Akwei Emmanuel	Gbéassor Christian
Messan N. Théophile	Abalo André
Fourn Henri	Hugbékey Léopold
Têko Marcellin	Adjoga Robert
Djirackor Clément	Sabi Asnard
Kavégé Emmanuel	Kpétémé Alexandre

commis d'administration principaux 3^e échelon

Pour le grade de commis d'administration ppal 1^{er} éch.

Boukpassi N. Martin	Tossou Anatole
---------------------	----------------

commis d'administration principaux 3^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} juillet 1965

B — CADRE DES SECRETAIRES
D'ADMINISTRATION

Pour le grade de secrétaire d'administration ppal 1^{er} éch.

Kouévi Kouassi, secrétaire d'administration 1^{re} cl.
3^e échelon

Pour le grade de secrétaire d'administration 1^{re} cl. 1^{er} éch

Akakpo-Vizah Adolphe, secrétaire d'administration
2^e classe 4^e échelon

C — CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS

Pour le grade d'adjoint administratif ppal de C.E.

Amoussou Virgile	Doufodji Renaud
------------------	-----------------

adjoints administratifs principaux 3^e échelon

Pour le grade d'adjoint administratif 1^{re} cl. 1^{er} échelon

Lawson Francis	Idrissou Boukari
Quenum P. Claver	Bodjona Michel
Ajavon Raphaël	Sadzo H. Godwin

adjoints administratifs 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION

Pour le grade de commis d'administration ppal de C.E.

Dovi Jacob	Moévi Jacob
------------	-------------

commis d'administration principaux 3^e échelon

N° 95-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps du personnel judiciaire dont les noms suivent:

PREMIER SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} janvier 1965

B — CADRE DES GREFFIERS

Pour le grade de greffier 1^{re} classe 1^{er} éch.

Lawson J.T. Emmanuel	Agnitey Athanase
----------------------	------------------

greffiers 2^e classe 4^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} juillet 1965

B — CADRE DES GREFFIERS

Pour le grade de greffier 1^{re} classe 1^{er} échelon
Adenka Jules, greffier 2^e classe 4^e échelon

N° 96-MFP du 11-3-66 — Sont promus au titre de l'année 1965, les fonctionnaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont les noms suivent:

PREMIER SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} janvier 1965

A1 — CADRE DES MEDECINS, PHARMACIENS
ET CHIRURGIENS-DENTISTES

Pour le grade de médecin-inspecteur de cl. exceptionnelle

Mawupé V. Valentin	De Medeiros Carlos
--------------------	--------------------

médecins-inspecteurs 3^e échelon

Pour le grade de médecin en chef 1^{er} éch.

Amorin Julio, médecin ordinaire 4^e échelon, A.C.
2 ans 6 mois

Pour le grade de pharmacien en chef 1^{er} éch.

Kuévi-Béku A. Dominique, pharmacien ordinaire 4^e échelon

B — CADRE DES SAGES-FEMMES

Pour le grade de sage-femme ppale 1^{er} éch.

Edorh Esther, née Johnson, sage-femme 1^{re} cl. 3^e échelon

Pour le grade de sage-femme 1^{re} cl. 1^{er} éch.

D'Almeida Eugénie, née de Medeiros, sage-femme
2^e classe 4^e échelon

B — CADRE DES AGENTS TECHNIQUES

Pour le grade d'agent technique 1^{re} cl. 1^{er} éch.

Folly Ayéboua Thomas, agent technique 2^e classe
4^e échelon

B — CADRE DES ASSISTANTES SOCIALES

Pour le grade d'assistante sociale 1^{re} classe 1^{er} échelon

Méatchi Josephine, assistante sociale 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES INFIRMIERS

Pour le grade d'infirmier principal 1^{er} échelon

D'Oliveira A. Casimir — Agomessou Véronique
infirmiers ordinaires 3^e échelon

Pour le grade d'infirmier ordinaire 1^{er} échelon
Lawson Jacob, infirmier-adjoint 4^e échelon

DEUXIEME SEMESTRE

Pour compter du 1^{er} juillet 1965

AI — CADRE DES MEDECINS, PHARMACIENS ET
CHIRURGIENS-DENTISTES

Pour le grade de médecin-inspecteur 1^{er} échelon
Trénoù Rodolphe, médecin en chef 3^e échelon

Pour le grade de médecin en chef 1^{er} échelon
Nabede Alexandre, médecin ordinaire 4^e échelon

Pour le grade de chirurgien-dentiste en chef 1^{er} échelon
Ghartey K. Charles, chirurgien-dentiste ordinaire
4^e échelon

B — CADRE DES SAGES-FEMMES

Pour le grade de sage-femme principale 1^{er} échelon
Bedou Antoinette, née Tobossi
Folly-Klan Philomène, née Sanvee
sages-femmes 1^{re} classe 3^e échelon

Pour le grade de sage-femme 1^{re} classe 1^{er} échelon
Zanutey Jeanne, née Coco
Ekue Donatienne, née Codjovi
Ayikoue Patricia, née Ajavon
Atayi Bernadette, née Azama
sages-femmes 2^e classe 4^e échelon

D — CADRE DES INFIRMIERS

Pour le grade d'infirmier principal 1^{er} échelon
N'Konou Justin Keleou Katanga
Sieka Nassoma
infirmiers 1^{re} classe 3^e échelon

Pour le grade d'infirmier ordinaire 1^{er} échelon
Tsatsu Martin Chapman, infirmier-adjoint 4^e échelon.

Intégrations

N° 75-MFP du 8-3-66 — Les moniteurs et moniteurs permanents dont les noms suivent, titulaires du B.E. ou du B.E.P.C. sont nommés instituteurs-adjoints 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C) indice 550 :

Nassendja Georges, moniteur 3^e cl. 3^e éch., B.E.
Mayaba Tchamdja, monit. 3^e cl. 1^{er} éch., B.E.P.C.
Kodjo Têko Bernard, monit. permanent 2^e cat. B.,
B.E.P.C.
Adjetey A. Timothée, monit. permanent 2^e cat. B.,
B.E.P.C.

Agbo Simon, monit. permanent 2^e cat. A, B.E.P.C.
Lawson Têvi André, monit. permanent 2^e cat. A,
B.E.P.C.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1966.

N° 76-MFP du 8-3-66 — M. Mensah Kodjo Alfred, agent d'exploitation 2^e classe 4^e échelon, titulaire du diplôme d'aptitude à l'emploi de contrôleur (services mixtes) est intégré dans la hiérarchie supérieure des Postes et Télécommunications en qualité de contrôleur 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B) — indice 750, pour compter du 18 juin 1965, au point de vue exclusif de l'ancienneté.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

N° 91-MFP du 11-3-66 — M. Akemakou Koffi Emmanuel, contrôleur 2^e classe 1^{er} échelon, titulaire du diplôme d'aptitude à l'emploi d'inspecteur (Services Mixtes) est intégré dans la hiérarchie supérieure des Postes et Télécommunications en qualité d'inspecteur 1^{er} échelon (catégorie A2), indice 1100, pour compter du 14 août 1965, au point de vue exclusif de l'ancienneté.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

N° 92-MFP du 11-3-66 — M. Ramanou Adolphe, contrôleur 1^{re} classe 2^e échelon, titulaire du diplôme d'aptitude à l'emploi d'inspecteur (Services Mixtes) est intégré dans la hiérarchie supérieure des Postes et Télécommunications en qualité d'inspecteur 3^e échelon (catégorie A2), indice 1300, pour compter du 6 juillet 1965, au point de vue exclusif de l'ancienneté.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature.

Titularisations

N° 77-MFP du 10-3-66 — Mme Sadé Sébastienne, Rosalie, née Kpadé, sage-femme 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la Santé Publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 1^{er} juin 1965 — A.C. 1an.

N° 78-MFP du 10-3-66 — Mme Salami Agnès, née Adeoutse, sage-femme 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel médical et technique de la Santé Publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 11 mai 1965 — A.C. 1 an.

N° 79-MFP du 10-3-66 — Les sages-femmes stagiaires dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisées dans leur emploi pour compter des dates ci-dessous indiquées :

26 mars 1965 — A.C. 1a.

Mme Nenonene Confort, née Vovor, sage-femme 2^e classe 1^{er} échelon

6 avril 1965 — A.C. 1a.

Mme Awuté Cécile, née Kuwonu, sage-femme 2^e classe 1^{er} échelon.

N° 80-MFP du 10-3-66 — Les infirmiers et infirmières d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} juin 1965 — A.C. 1 an :

Koussougbo Prosper
Amegadjin Nicodème
Akuesson Thérèse, née d'Almeida.
Gbenado Françoise, née Têko
Akuesson Lydia

N° 81-MFP du 10-3-66 — Les infirmiers et infirmières d'Etat 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} novembre 1965 — A.C. 1 an :

Yoho Félix	Tepe Félicia, née Adekpui
Hovi Eugène	Akue Virginie, née Doamekpo
Affo Gilbert	Stanislas Antoinette
Sodjadan Florentin	Letsu Wanfried
Bleko Joseph	Goga Augustin
Aniglo Gilles	Amedjenou Hubert
Koudou Célestin	Bocovi Antoine
Maboudou Gabriel	Kpodar Célestine
Vovor Benjamin	Koffi Emmanuel
Djadja Boniface	Ayeva Latifatou.

N° 93-MFP du 11-3-66 — MM. Abikou Emmanuel, Wallabregue Charlemagne et Apetovi Emile, préposés 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires des

Douanes, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} juin 1965 — A.C. 1 an.

Affectation

N° 114-D-MFP du 11-3-66 — M. Stromboni Ange, attaché de la France d'Outre-Mer de l'assistance technique française, de retour de congé et arrivé à Lomé le 22 février 1966, est remis à la disposition du Vice-Président, ministre des Finances et de l'Economie (budget général, chapitre 8, article 5).

Engagements

N° 94-MFP du 11-3-66 — M. Gbaguidi M. Clément, titulaire du diplôme de capacité d'infirmier de la République de Guinée est admis dans le corps du personnel médical et technique de la Santé Publique, en qualité d'infirmier-adjoint 1^{er} échelon stagiaire (catégorie D), indice 270, et mis à la disposition du ministre de la Santé Publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 110-D-MFP du 11-3-66 — Mlle Akitundé Thérèse est engagée en qualité de dactylographe permanente 2^e catégorie échelle A, et mise à la disposition du ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique (budget général, chapitre 24, article 10), en remplacement numérique de Mme Géraldo Judith appelée à d'autres fonctions.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1966.

Rétablissement de situation administrative

N° 74-MFP du 8-3-66 — Une bonification des deux tiers de son ancienneté acquise en qualité d'agent permanent est attribuée dans son emploi actuel à Mme Akitani Dorcas, née Sodatonou, monitrice 3^e classe 1^{er} éch. du corps du personnel de l'enseignement conformément aux dispositions de l'article 50 du décret numéro 61-61 du 21 juillet 1961.

Date d'entrée dans l'adm. et anc. au 1-1-64	Bonification des 2/3	Rappel anc. stage et anc. civile au 1-1-65	A.C. totale au 1-1-65
10-1-53	7a 3m 22j.	1a.	8a 3m 22j.

La situation administrative de Mme Akitani Dorcas, née Sodatonou est rétablie de la façon suivante :

1-1-65 — monitrice 3^e classe 1^{er} échelon A.C. 8a.
3 mois 22 jours

1-1-65 — monitrice 3^e classe 2^e échelon A.C. 6a.
3 mois 22 jours

1-1-65 — monitrice 3^e classe 3^e échelon A.C. 4a.
3 mois 22 jours

1-1-65 — monitrice 3^e classe 4^e échelon A.C. 2a.
3 mois 22 jours

Augmentation de salaire

N° 111-D-MFP du 11-3-66 — Le salaire mensuel de M. Ayivor Simon, agent d'administration, en service au ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme, est porté à trente et deux mille quatre cents (32.400) francs pour compter du 1^{er} décembre 1965.

Reprise de fonctions

N° 106-D-MFP du 3-3-66 — M. Nagbla John, gardien de la paix 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de la police, de retour d'un congé de longue durée, pour maladie, et reconnu apte à reprendre le service, est remis à la disposition du ministre de l'intérieur pour compter du 1^{er} janvier 1966.

Suspensions de fonctions

N° 70-MFP du 26-2-66 — M. Kouta Emmanuel, officier-adjoint de police de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au commissariat central de Lomé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Durant la suspension, l'intéressé aura droit à la moitié de son traitement majoré des allocations à caractère familial.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 72-MFP du 1-3-66 — M. Sénouvo Jacques, gardien de la paix 1^{re} classe 3^e échelon, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Durant la suspension, l'intéressé aura droit à la moitié de son traitement majoré des allocations à caractère familial.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Licenciement

N° 73-MFP du 2-3-66 — M. Agbanator G. Emmanuel, gardien de la paix 1^{er} échelon stagiaire du corps du personnel de la police, est licencié de son emploi pour insuffisance professionnelle notoire.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} mars 1966.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE**Admission aux C. A. P. et C. E. A. P.**

N° 49-D-MEN du 4-3-66 — Sont définitivement admis par ordre alphabétique au concours du certificat d'aptitude pédagogique (session 1965), les instituteurs-adjoints dont les noms suivent :

Adadjo Joseph Binder, en service à Palimé
Agbahe Dominique, en service à Kpédomé
Agbobby Godefroy, en service à Niamtougou
Batako Moïse, en service à Kévé
Botocro Ephrem, en service à Lama-Kara
Kabraitouchka Claude, en service à Niamtougou
Koufouli Eusèbio Pierre, en service à Dagbati
Moumouni Mama, en service à Badou
Noukpoape Roger, en service à Palimé
Gbédévi Viho Hyacinthe, en service à Tabligbo.

N° 50-D-MEN du 4-3-66 — Sont définitivement admis par ordre alphabétique au concours du CEAP (session 1965), les moniteurs adjoints dont les noms suivent :

Adadi Joseph, en service à Anié
Atayi Clément, en service à Gbodjomé
Dorkenoo Hélène, née Amadoté, en service au Camp BIT. Lomé
Gado Joseph, en service à Sola — Ville
Quenum Koissi Généreux, en service à Koussountou.

N° 51-D-MEN du 4-3-66 — Sont définitivement admis par ordre alphabétique à l'examen du C.E.A.P. (session 1965), les instituteurs-adjoints stagiaires dont les noms suivent :

Acote Coussigan, en service à l'école officielle de Dapango
Aghey Jeanne, en service à l'école officielle de Niamtougou
Agouvi Médard, en service à l'école officielle de Passoua
Akoumani Kodjo Elias, en service à l'école officielle d'Ahépé
d'Almeida Traugott, en service à l'école officielle d'Aklakou
Atchikiti Kouami Philippe, en service à l'école officielle de Hihéatro
Avodanou Kenou Richard Kpadoé, en service à l'école officielle de Vogan
Balouki T. Gilbert, en service à l'école officielle de Baga (Niamtougou)
Doevi Etienne, en service à l'école officielle de Badougbe
Edorh Pascal Blaise, en service à l'école officielle de Koumongou
Gambaga Pesseba Benoît, en service à l'école officielle de Baga (Niamtougou)
Kasse Charles, en service à l'école officielle d'Ayengré
Kolani Lamboni Daniel, en service à l'école officielle de Dédauré (Sokodé)
Kouévi Simon, en service à l'école officielle Félício de Souza (Lomé)
Macauley Roupay Emmanuel, en service à l'école officielle de Ekéto
Moumouni Assoumanou Ridjim, en service à l'école officielle de Défalé

Soulé Seydou, en service à l'école officielle de Bani-lanka

Sronvi Sylvestre, en service à l'école officielle Rue Champ de Course (Lomé)

Tehoul Béyir Sévérin, en service à l'école officielle de Kidjaboun

Téko Jean, en service à l'école officielle de Sika-Kondji (Anécho).

N° 52-D-MEN du 4-3-66 — Sont définitivement admis par ordre alphabétique à l'examen du C.E.A.P. (session 1965) les instituteurs-adjoints stagiaires ci-après désignés et titulaires du C.F.E.N. :

Adeve Stanislas, en service à l'école officielle de Pagouda

Adjoh Paul, en service à l'école officielle de Bafilo

Amouzou Prosper, en service à l'école officielle de Timbou

Amouzoukpe Victor, en service à l'école officielle de Lama-Kara

Ananou Célestin, en service à l'école officielle de Lassa

Anoumou Komlan Norbert, en service à l'école officielle de Nayega

Apenyagan Glastone, en service à l'école officielle de Koutière

Atayi Ayayi Innocent Désiré, en service à l'école officielle de Barkoissi

Atayi Lily, en service à l'école officielle de Kponvié

Ayako Kokou Gilbert, en service à l'école officielle de Dapango

Brown Achille, en service à l'école officielle de Mango

Deku Gerson, en service à l'école officielle d'Anfoin

Donu Montan, en service à l'école officielle de Niamtougou

Evoda Etienne, en service à l'école officielle de Dako

Folly Benjamin, en service à l'école officielle de Mango

Gomina Sizing, en service à l'école officielle de Sokodé

Kezire Toyi Augustin, en service à l'école officielle de Koumah I

Koffi Paul, en service à l'école officielle de Sokodé

Kokou Christophe, en service à l'école officielle de Sahoude

Kpetigo Godwin, en service à l'école officielle de Kabou

Mensah Anani Jean, en service à l'école officielle de Cinkassé

Noussougan Patrice, en service à l'école officielle de Korbongou

Sossi Pétro, en service à l'école officielle de Dapango

Togbenou Yaovi, en service à l'école officielle de Mango.

N° 53-D-MEN du 4-3-66 — Sont définitivement admis par ordre alphabétique à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (session 1965), les instituteurs stagiaires dont les noms suivent :

Abalo Adacanou Frédéric

Ajavon Jeanne.

Engagements

N° 54-D-MEN du 8-3-66 — Est et demeure rapportée pour compter du 15 décembre 1965 la décision n° 271-MEN du 27 décembre 1965 portant recrutement de Mme Alfonsi Mariama.

Mademoiselle Lombard Gabrielle Genéviève est engagée en qualité de décisionnaire au salaire mensuel de vingt mille francs (20.000) en remplacement numérique de Mme Alfonsi et mise à la disposition de M. le directeur de l'Institut d'Etudes supérieures du Benin (Centre de Lomé) pour servir au secrétariat de cet établissement.

Son traitement est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 12.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

N° 55-D-MEN du 8-3-66 — Mme Lavastre née Tribut Michel France, licenciée ès sciences est engagée au salaire mensuel de quarante mille francs (40.000 francs) en qualité de professeur pour servir à l'Ecole Normale d'Atakpamé.

Le traitement de Mme Lavastre, sera imputable sur le budget général, chapitre 26, article 5, paragraphe 3.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 63-D-MEN du 15-3-66 — M. Djobo Kérim est engagé en qualité d'agent permanent 1^{ère} catégorie échelle A pour servir au collège Moderne de Sokodé comme blanchisseur en remplacement de M. Kokou Wèdè, qui a cessé sa fonction.

Le salaire de M. Djobo est imputable sur le budget général, chapitre 26, article 5, paragraphe 2.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

N° 64-D-MEN du 15-3-66 — M. Egbare Bernard, mmes Adam Salamatou et Ayeva Mérika Abiratou sont engagés en qualité de moniteurs permanents à la 2^{ème} catégorie échelle A en remplacement de MM. Adjeoda, Moussa Abdouaré et Bansah Hilaire.

Le traitement des intéressés sera imputable sur le budget général, chapitre 26, article 7.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Licencierement

N° 65-D-MEN du 15-3-66 — M. Koulonni Vitus, agent permanent 2^e catégorie hors échelle en service au Collège Moderne de Sokodé est licencié de son emploi pour faute grave.

M. Koulonni ne peut prétendre à aucune indemnité.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE RURALE**Admission au Centre d'apprentissage agricole de Tové**

N° 25-D-MER du 2-3-66 — Sont déclarés définitivement admis au concours d'entrée au Centre d'Apprentissage Agricole de Tové, les candidats dont les noms suivent, par ordre de mérite :

Liste A

- 1) Akueson A. André
- 2) Segbenou Benjamin
- 3) Videke Gabriel
- 4) Yai Edon
- 5) Agbodjan Eusèbe

Liste B

- 1) Alatakpindi S. Parfait
- 2) Daoune Boukari
- 3) Doom Sylvain
- 4) Yoba Anatole
- 5) Mafaidja Kekema.

En cas de défaillance d'un ou de plusieurs candidats des listes ci-dessus, seront admis à leur place, les candidats dont les noms suivent, par ordre de mérite :

Liste A

- 6) Apeatro Adolphe
- 7) Adokou Jean Bosco
- 8) Agbo Jean
- 9) Houetognon Kounakou
- 10) Afanou Remy

Liste B

- 6) Issa Idrissou
- 7) Komlan René
- 8) Bidjandi Saturnin
- 9) Tiye Emmanuel.

La date de la rentrée au Centre est fixée au 5 mars 1966.

Licencierement

N° 27-D-MER du 8-3-66 — Sont licenciés de leur emploi pour compter du 6 février 1966 : MM. Ahlonsou Magonou Alexis, cuisinier 7^e catégorie engagé le 1^{er} avril 1965, Messan Govina, boy 3^e catégorie engagé le 1^{er} avril 1965, Douti Lardja Joseph, boy cuisinier 5^e catégorie engagé le 1^{er} novembre 1965.

Les intéressés peuvent prétendre au bénéfice de l'indemnité compensatrice de congé payé pour le temps de service effectué soit 10 mois pour les deux premiers et 5 mois pour le dernier.

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE**Ouverture de concours**

N° 2-MSP du 9-3-66 — Un concours pour le recrutement de commis-comptables permanents devant servir au centre national hospitalier de Lomé, se déroulera à Lomé le 28 mars 1966 à 8 heures.

Le nombre de places à pourvoir est fixé à 4 (quatre).

Les candidats et candidates doivent avoir 18 ans au moins et 30 ans au plus au premier janvier 1966.

Ils doivent au moins être titulaires du B.E., B.E.P. C. et C.A.P.

Ceux ayant fait la classe de seconde ou de première sur présentation d'une attestation pourront être autorisés à concourir.

La liste des candidats et candidates autorisés à participer à ce concours est affichée au ministère de la santé publique.

Ces candidats et candidates sont ceux ayant fait acte de candidature avant le 8 janvier 1966 pour le concours sur titre précédemment annoncé par ledit ministère, et réunissant les conditions d'âge, d'études et de diplômes susmentionnées.

Les épreuves du concours sont uniquement écrites et comportent les matières suivantes :

- Analyse d'un bilan
- Additions rapides
- Deux problèmes sur les intérêts
- Rédaction
- Dictée et questions.

Le directeur du centre national hospitalier est chargé de l'organisation matérielle de ce concours.

Engagements

N° 24-D-MSP du 5-3-66 — Les personnes dont les noms suivent sont engagées et mises à la disposition du directeur de la santé publique, pour servir au centre national hospitalier de Lomé en qualité de :

lingère 2^e catégorie échelle A

Mme Edeh Pauline

téléphoniste 2^e catégorie échelle A

Mlle Prince Cathérine

gardes-malade 1^{re} catégorie échelle A

Milles Johnson Aba Béatrice

Adalbert Jeanne

Lawson Técla

M. Amo-Tchéwa Jean

Le salaire des intéressés est imputable au budget autonome du centre national hospitalier de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

ARRETE N° 7-MCIT du 5-3-66 libérant les prix de vente de l'huile d'arachide.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME,

Vu le décret n° 66-3 du 7 janvier 1966 portant modification de la composition du Gouvernement;

Vu le décret n° 63-122 du 20 septembre 1963 portant abrogation du décret n° 63-80 du 6 juillet 1963 et définition des

attribution du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme;

Vu le décret n° 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks;

Vu le décret n° 65-4 du 6 janvier 1965 autorisant le blocage des prix;

Vu l'arrêté n° 29-MCIT du 31 décembre 1965 bloquant les prix de vente de marchandises;

Après avis de la commission des prix et stocks,

ARRETE :

Article premier — Pour compter de la date de la signature du présent arrêté, les prix de vente de l'huile d'arachide chez les importateurs sont débloqués et restent soumis au taux de marge bénéficiaire brute fixé par arrêté numéro 25 MCIT du 15 avril 1965 — tableau 1 annexé.

Art. 2 — Les prix de vente chez les grossistes, demi-grossistes et détaillants d'huile d'arachide restent bloqués au niveau des prix pratiqués le 1^{er} décembre 1965, lorsque ces commerçants et revendeurs ne peuvent pas satisfaire aux conditions prescrites à l'article suivant.

Art. 3 — Les grossistes, demi-grossistes et détaillants prévus à l'article 2 ne pourront appliquer les prix supérieurs prévus à l'article premier que lorsqu'ils ne posséderont plus de stocks d'huile d'arachide importée en 1965 ou lorsqu'ils présenteront des factures des importateurs établies à partir de la date d'application du présent arrêté.

Art. 4 — La non-observation des présentes dispositions sera passible des peines prévues par le décret numéro 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks.

Art. 5 — Les fonctionnaires désignés à l'article 9 du décret numéro 64-21 susvisé sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 6 — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 7. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République togolaise, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mars 1966

J. Agbémégnan

ARRETE N° 8-MCIT du 5-3-66 libérant les prix de vente des piles électriques toutes origines.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE
ET DU TOURISME,

Vu le décret n° 66-3 du 7 janvier 1966 portant modification de la composition du Gouvernement;

Vu le décret n° 63-122 du 20 septembre 1963 portant abrogation du décret n° 63-80 du 6 juillet 1963 et définition des attributions du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme;

Vu le décret n° 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks;

Vu le décret n° 65-4 du 6 janvier 1965 autorisant le blocage des prix;

Vu l'arrêté n° 29-MCIT du 31 décembre 1965 bloquant les prix de vente de marchandises;

Après avis de la commission des prix et stocks,

ARRETE :

Article premier — A compter de la date de la signature du présent arrêté, les prix de vente en gros des importateurs de piles électriques sont libres.

Art. 2 — Les prix de vente chez les grossistes, demi-grossistes et détaillants de piles sus-désignées restent bloqués au niveau des prix pratiqués le premier décembre 1965, lorsque ces commerçants et revendeurs ne peuvent pas satisfaire aux conditions prescrites à l'article suivant.

Art. 3 — Les grossistes, demi-grossistes et détaillants prévus à l'article 2 ne pourront appliquer les prix supérieurs prévus à l'article premier que lorsqu'ils ne posséderont plus de stocks de piles importées en 1965 ou lorsqu'ils présenteront des factures des importateurs établies à partir de la date d'application du présent arrêté.

Art. 4 — La non-observation des présentes dispositions sera passible des peines prévues par le décret numéro 64-21 du 15 février 1964 portant réglementation du contrôle des prix et stocks.

Art. 5 — Les fonctionnaires désignés à l'article 9 du décret numéro 64-21 susvisé sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 6 — Toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté sont abrogées.

Art. 7 — Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel* de la République togolaise, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mars 1966

J. Agbémégnan

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 7 novembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tomégbé, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 ha 23 a 46 ca, connu sous le nom de Yada et borné au nord par Cosmas K. Frisco; à l'est par Kodjo Koffi et Félix Agbo Nuwoati, au sud par Donkovi Noagbé et Gnavi Noagbé, à l'ouest par Comlan Bonsoh (titre foncier 3377 TT.) et Théophile Ityto, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Cosmas K. Frisco, cultivateur à Tomégbé, suivant réquisition du 18 décembre 1958, numéro 3521.

Le jeudi 3 novembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ké-bou Kotora, circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 123 has 39as 11 cas, connu sous le nom de Mabli et borné au nord par la collectivité de Kotora, au sud, à l'est par la collectivité Djon et à l'ouest par la collectivité de Tchakpali, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Fiakpanou N'kro, cultivateur à Kotora (Kébou), suivant réquisition du 15 novembre 1965, numéro 4896.

Le samedi 3 décembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dapango, circonscription administrative de Dapango, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 13as 38cas, et borné au nord par des logements administratifs, au sud, à l'est par des rues non dénommées et à l'ouest par le lot numéro 18, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Bagnah, chef de circonscription administrative de Sokodé, suivant réquisition du 4 janvier 1966, numéro 4929.

Le mardi 29 novembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, circonscription administrative de Sokodé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 20as 79cas, connu sous le nom de Zongo et borné au nord par Bellow, au sud, à l'est par des rues et à l'ouest par le logement du directeur d'école, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Maboudou Richard, inspecteur primaire à Anécho, suivant réquisition du 2 février 1966, numéro 4938.

Le jeudi 10 novembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badou, circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 90as 54cas, connu sous le nom de Gbohomé et borné au nord par Aquitème Téléqui Marcel, au sud, à l'est par David Kwami et à l'ouest par Kodjo Odum Akota et Atchou Koliko, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aquitème Téléqui Marcel, instituteur à Lomé, suivant réquisition du 11 mars 1966, numéro 4947.

Le vendredi 25 novembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atchandomé, circonscription administrative d'Anécho, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 as 24cas, connu sous le nom de Ayata Koutimé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par Kpodonou, au sud par la route de Vogan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Herman M. Kpodonou Adika, opérateur radio à Lomé, suivant réquisition du 15 mars 1966, numéro 4948.

Le vendredi 2 décembre 1966 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kétao, circonscription administrative de Pagouda, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4as 39cas, et borné au nord par la route Lama-Kara, au sud, à l'est et à l'ouest par la collectivité Panakpékpé N'doto, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aquitème Téléqui, instituteur à Lomé, suivant réquisition du 31 mars 1966, numéro 4952.

Le lundi 21 novembre 1966 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou Nyongbo, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 14as 68cas, connu sous le nom de Assito et borné au nord par la collectivité Dogba et Hadzi, au sud, à l'est par la route Agou Nyongbo-Agbetiko, la collectivité Dogba et Yoko, à l'ouest par les collectivités Dogba et Apétsé Théophile, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ahavi Eugène Raymond, instituteur à Lanvié, suivant réquisition du 4 avril 1966, numéro 4953.

Le mardi 22 novembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 15as 30cas, connu sous le nom de Atakpamékondji et borné au nord par la collectivité Seddoh, au sud par le boulevard circulaire, à l'est par Ama Doukpoga et d'Almeida et à l'ouest par Ben Seddoh, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Albert Seddoh, commerçant à Palimé, suivant réquisition du 13 avril 1966, numéro 4954.

Le mercredi 23 novembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 as 70 cas, connu sous le nom de Agouékondji et borné au nord par une rue en projet, au sud par les héritiers Gafah, à l'est par la req. numéro 4851 et à l'ouest par Siegmund Adjohonou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aboussa Kossivi Philippe, aide-comptable à Ouagadougou, suivant réquisition du 18 avril 1966, numéro 4957.

Le lundi 14 novembre 1966 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja, circonscription administrative de Nuatja, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5as 92cas, connu sous le nom de Tako et borné au nord, au sud, à l'ouest par la collectivité Dayo et à l'est par la route Lomé-Atakpamé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Albert Doh propriétaire, suivant réquisition du 21 avril 1966, numéro 4960.

Le jeudi 1^{er} décembre 1966 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lama-Kara, circonscription administrative de Lama-Kara, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 95as 86cas, connu sous le nom de Kpinjimboua et borné au nord par le TF. numéro 6611 RT, au sud par Adjaké Konga, à l'est par Bakobana Yem et à l'ouest par Barké Koudohou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ataké Prosper, lieutenant du BIT à Lomé, suivant réquisition du 3 mai 1966, numéro 4964.

Le mercredi 9 novembre 1966 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tomégbé, circonscription administrative de Akposso, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3as 25cas, et borné au nord par la rue du marché, au sud, à l'est et à l'ouest par la famille Agbetété, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Paul Agbetété, chef de poste administratif à Sotouboua, suivant réquisition du 23 mai 1966, numéro 4973.

Le conservateur de la propriété foncière,
E.K. Dogbé

Récépissés de déclaration d'Associations

(du 19-3-66)

Titre de l'association : « Association culture et loisir »

But : Promouvoir, organiser et coordonner toutes les activités culturelles, sportives et de loisir dans la ville de Palimé et dans la circonscription de Klouto.

Siège social : Centre culturel de Palimé.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau.

(du 23-3-66)

Titre de l'association : « Association des jeunes cadets (Espérance) »

But : Organiser des matchs de coupe, de championnat et d'athlétisme entre ses membres.

Siège social : Lomé, 2 passage du Sio, quartier numéro 6.

Pièces annexées à la déclaration : Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

NECROLOGIE

Le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Abalo Gustave, infirmier d'Etat de 2^e classe 3^e échelon, survenu le 25 février 1966 à l'hôpital d'Atakpamé.